

CHAPITRE IV.

Turquie. État de cette puissance. — Arrivée d'un envoyé russe. — Négociations et difficultés diplomatiques. — Note du 10 avril. — Décision du Divan sur l'évacuation des principantés de Valachie et de Moldavie. — Préparatifs militaires. — Plan de la campagne contre les Grecs. — Intrigues nouvelles. — Renvoi du grand visir Ghalib-Pacha. — Départ de lord Strangford. — Difficultés. — Retour du Capitan-Pacha. — Vue générale sur la campagne.

CETTE puissance qui faisait encore, il y a moins de deux siècles, trembler la chrétienté, semblait maintenant arriver à son déclin et s'épuiser dans la lutte sanglante qu'elle avait à soutenir contre une poignée de ses sujets; mais cette poignée de sujets, c'était les débris de vingt nations qui avaient rempli le monde de leur gloire et de leurs malheurs, c'étaient les enfans de Sparte, d'Athènes et de l'empire d'Orient, tombés sous la domination d'une horde asiatique ennemie de la civilisation européenne. Tous les cœurs généreux s'intéressaient à cette lutte héroïque sans s'enquérir des résultats; ils s'étonnaient de l'indifférence cruelle avec laquelle des puissances chrétiennes voyaient couler à grands flots le sang chrétien sous le cimeterre ottoman. Il semblait qu'elles n'eussent qu'un mot à dire pour abattre l'orgeuil du croissant et resever le labarum. Mais ce n'était pas seulement la crainte de faire une concession à l'esprit du siècle qui arrêtait les cabinets... Là aussi s'échappait sans doute le vœu de refouler en Asie les Barbares qui étaient venus dresser insolemment leurs pavillons en Europe. Mais les difficultés les plus graves s'élevaient sur les résultats d'une expulsion où l'imagination ne voyait que de la gloire.

La Russie, sans renoncer sans doute aux plans favoris de Pierre et de Catherine, ne trouvait ni l'occasion ni le moment favorable pour les réaliser. Elle n'avait pas besoin de territoire, mais elle ne pouvait céder à personne, pas même à un prince de la maison impériale, des positions dominantes, des débouchés immenses, la

possession de la mer Noire et de la Méditerranée. Elle pressentait que pour le libre développement de la civilisation et de son commerce au midi, elle pourrait un jour n'avoir d'autre moyen que l'agrandissement de ses limites de ce côté; elle attendait.

L'Autriche, dans l'impuissance d'aspirer seule à cette conquête, dont elle n'aurait que des débris, n'y pouvait trouver une compensation suffisante au danger de se voir serrer au nord, à l'est et au midi dans les bras du colosse russe, qui n'aurait bientôt à faire qu'un mouvement pour l'étouffer, et d'accord sur ce point avec le cabinet de Berlin, elle regardait l'empire ottoman comme une digue contre les progrès de la puissance russe, digue faible, il est vrai, mais qu'il fallait soutenir faute de mieux. De là venait l'éloignement, on peut même dire l'aversion que manifestait en toute occasion la politique autrichienne contre les Grecs, dont l'insurrection venait troubler son repos, déranger ses calculs, et compromettre son existence.

La France, tout occupée encore de ses intérêts intérieurs et des suites de sa guerre en Espagne, ne se montrait dans cette querelle que pour en adoucir les calamités et en sauver les victimes. Mais l'Angleterre, présente à tout par sa vigilance, touchant à tous les points du globe par sa marine, portée en faveur des Grecs par sympathie, restait fidèle à l'alliance turque par intérêt commercial et par précaution contre la Russie. Ainsi des motifs divers, mais peut-être également fondés, retenaient les cabinets prépondérans dans un système incertain et dilatoire, dont la politique ottomane à bien compris la raison et suivi les effets.

On a vu qu'à la suite des conférences de Czernowitz, l'empereur Alexandre, en considération de quelques satisfactions accordées au commerce russe pour la navigation de la mer Noire, et des espérances données de l'évacuation des principautés de la Moldavie et de la Valachie, s'était décidé à envoyer un agent (M. de Mintziacky) à Constantinople, pour y défendre en son nom les intérêts de la Russie. Quoique lord Strangford, ambassadeur anglais, fût toujours chargé, de concert avec le nonce autrichien, des intérêts politiques, la grande question encore en litige, était l'évacuation

des principautés de Valachie et de Moldavie, dont la situation empirait de jour en jour sous les nouveaux hospodars indigènes Ghyka et Stourdza, dont les exactions et l'administration oppressive, appuyées du pacha de Silistrie, faisaient déjà vivement regretter celle des hospodars phanariotes, surtout en Moldavie où le prince Stourdza avait, sous prétexte de remplacer les boyards émigrés, élevé aux premières dignités du pays un grand nombre d'individus tirés de l'obscurité, pour se former une majorité dans le conseil des boyards; conseil qui, d'après les lois du pays, concourt au gouvernement, et peut refuser sa sanction aux actes et aux mesures du prince.

Ainsi blessés dans leurs droits, les boyards se réunirent et nommèrent une députation de quatre d'entre eux, les plus notables, pour porter leurs doléances à la sublime Porte. L'hospodar Stourdza les laissa partir, mais immédiatement après leur départ (commencement de février), il convoqua le grand conseil de Moldavie, presque tout composé de boyards de sa création, et fit dresser un rapport où les députés des mécontens étaient représentés comme des malveillans, des perturbateurs de l'ordre public, ourdissant des intrigues avec les boyards émigrés, avec les ennemis de la sublime Porte, et tramant des complots contre le prince. Ce rapport expédié par un Tartare à Constantinople, y produisit l'effet que l'hospodar en attendait; la démarche des députés fut regardée comme une atteinte à l'obéissance due au souverain, et le divan répondit à la pétition qu'ils avaient envoyée de Silistrie, où ils attendaient l'ordre de partir bour Constantinople, par un ordre au pacha de les faire arrêter, et à l'hospodar de punir ceux qui avaient trempé dans leurs manœuvres. Les quatre députés furent jetés dans des forteresses d'où ils ne sortirent que plusieurs mois après, et la plupart de ceux qui s'étaient déclarés contre l'hospodar furent relégués dans leurs terres ou dans des couvens.

Dans cet état des principautés, c'était de la part du cabinet russe, à part l'intérêt particulier qui pouvait l'y pousser, un acte dejustice et d'humanité que de réclamer contre l'occupation du pays par les Turcs, première source de ses malheurs, et des vexations auxquelles il était en proie: il ne s'y trouvait peut-être que quatre à cinq mille hommes, mais c'était bien assez pour consommer la ruine de deux provinces déjà épuisées. Aussi était ce le point poursuivi avec le plus de chaleur par la médiation austro-britannique.

Le ministère ottoman avait reçu M. de Mintziacky, l'agent russe, avec satisfaction; il témoignait les plus grands égards à lord Strangford; il devait à l'influence britannique le dernier traité de paix avec la Perse, dont on recut enfin la ratification le 28 janvier, sans qu'il en coûtât rien à la sublime Porte, que de désavouer la conduite du pacha de Bagdad. Il semblait donc que le divan ne pût refuser plus long-temps l'évacuation des principautés, demandée avec tant d'instances et promise tant de fois. Mais des causes étrangères vinrent embarrasser la négociation. Les secours que les Grecs recevaient d'Angleterre, en hommes, en argent, en munitions, l'arrivée de lord Byron et d'autres officiers à Missolonghi, la levée publique d'un emprunt à Londres, étaient, aux yeux du divan, des actes d'hostilité. Tous les efforts de lord Strangford ne pouvaient lui faire comprendre la distinction qu'il y avait à faire entre des actes particuliers qu'un gouvernement libre ne pouvait empêcher, et des offenses commises par ce même gouvernement. On en était à se débattre sur ces disficultés, lorsque l'arrivée d'un envoyé du Dey d'Alger vint aggraver le mécontentement de la sublime Porte.

Une querelle s'était élevée, au mois de novembre dernier, entre la régence d'Alger et le consul anglais dans cette résidence, à l'occasion de quelques Maures au service du consul, que la régence avait réclamés, et que le consul avait voulu garder; et dans un de ces accès habituels au despotisme barbaresque, le Dey avait fait enlever les Maures et jeter le consul dans un cachot. A la nouvelle de cet attentat aux droits du corps diplomatique, le gouvernement anglais avait demandé des réparations, et envoyé, pour les appuyer, une escadre sous les ordres de sir Henri Neale, qui arriva devant Alger vers la mi-février. Le consul, qu'on avait relâché peu de temps avant, eut le bonheur de s'échapper et de parvenir, avec toute sa famille, à bord de l'amiral. Alors un parlementaire anglais s'étant présenté devant la place, avait demandé

que le consul anglais fût reçu de nouveau dans sa résidence, qu'il lui fût fait des réparations, et que le pavillon anglais fût établi sur sa maison de ville.

A l'apparition de l'escadre, le Dey avait fait prendre les armes à tous les hommes de dix-huit à cinquante ans; les fortifications avaient été doublées, depuis le dernier bombardement par lord Exmouth: il resusait de donner les satisfactions demandées. Sir Henri Neale commença par faire le blocus du port, en attendant une division de bombardes à vapeur pour opérer le bombardement, qui n'eut lieu qu'au mois de juillet.

Le Dey écrivit au Grand-Seigneur pour se plaindre des hostilités de l'Angleterre, et pour invoquer l'appui de la Sublime-Porte, disant « que, si cet appui lui manquait, non-seulement il ne pourrait plus envoyer d'autres secours au Grand-Seigneur, mais qu'il se verrait forcé de rappeler les frégates et autres bâtimens qu'il avait mis précédemment à la disposition de sa Hautesse. »

Sur les premiers renseignemens que lui donna l'envoyé algérien, le Sultan était disposé, dit-on', à prendre les mesures les plus rigoureuses contre tous les Anglais qui se trouvaient en Turquie. Cependant cette plainte ayant été renvoyée, avec les autres griefs que l'on croyait avoir contre le gouvernement britannique, à la délibération du Divan, on se borna à demander à lord Strangford (9 avril) que le gouvernement britannique fit à ses sujets la défense de fournir aux Grecs des munitions, de l'artillerie, et surtout de se joindre aux Grecs rebelles; et le Grand-Seigneur fit en même temps conseiller au Dey d'Alger de donner à l'amiral anglais les satisfactions qui ne seraient pas contraires à son honneur.

De son côté, lord Strangford n'en insistait pas moins sur l'évacuation totale et immédiate de la Moldavie et de la Valachie, comme la seule et unique condition de laquelle S. M. B. faisait dépendre le rétablissement de ses rapports diplomatiques avec le gouvernement ottoman. Sa note (10 avril) achèvera d'éclaircir la question que nous n'avons qu'esquissée (voyez l'Appendice).

Quant aux griefs allégués par le Divan contre le gouvernement britannique, il représenta les justes motifs de plaintes que la régence barbaresque avait donnés à la cour de Londres, et qui eussent été suivis des attaques les plus wigoureuses contre la place d'Alger, si la Porte n'eût intercédé en faveur du Dey. Quant aux secours fournis aux Grecs, le gouvernement britannique les désavouait complètement, et déclarait que la démarche faite par plusieurs officiers anglais pour servir dans les rangs des Grecs, avait été non-seulement désapprouvée par ce gouvernement, mais avait même donné lieu à des mesures prises contre eux; qu'ils avaient de suite reçu l'injonction de retourner en Angleterre et de se justifier, et qu'ils s'étaient empressés d'obéir à cet ordre, de manière que, d'après l'assurance de lord Strangford, il ne se trouvait plus aujourd'hui aucun militaire anglais en Grèce.

Lord Strangford, dit-on, faisait encore valoir les diverses publications faites dans les îles Ioniennes, et entre autres celle proclamée par le gouverneur actuel, sir F. Adam, où l'observation de la plus stricte neutralité est prescrite à tous les habitans, et où les contrevenans sont menacés des peines les plus sévères. Il expliquait ou justifiait pareillement quelques autres faits qui semblaient aux Turcs une atteinte portée à la neutralité, et donnait enfin l'assurance formelle que l'Angleterre ne donnerait pas le moindre secours aux Grecs.

Quoiqu'on ne puisse assigner avec certitude le degré de confiance que méritent les bruits qui ont couru sur les conférences qui eurent alors lieu entre le ministre britannique et le reis-effendi, il est certain que, vers la fin du mois de juin, la bonne harmonie paraissait tout à fait rétablie entre l'Angleterre et la Porte-Ottomane. C'est alors que furent données des concessions nouvelles en faveur du commerce russe, et l'assurance de l'évacuation immédiate et complète des deux principautés; assurance d'après laquelle on a vu que l'empereur de Russie avait été près de dissoudre l'armée de Bessarabie, et avait nommé près de la Porte un ministre plénipotentiaire, dont le départ fut ensuite ajourné.

On peut citer en preuve de la bonne intelligence qui se rétablissait alors, un fait malheureusement trop avéré de la nolisation d'un grand nombre de bâtimens neutres (Russes, Autrichiens, etc.) qui furent employés à porter des hommes et des munitions de guerre dans l'expédition du capitan-pacha contre l'île d'Ipsara. Nous reviendrons ailleurs sur cette circonstance, peu honorable à la diplomatie chrétienne.

Heureusement on ne peut attribuer aucune part dans ces transactions à l'ambassadeur français comte Guilleminot, qui n'arriva à Constantinople qu'au mois de juin, et ne fut reçu du Grand-Seigneur que le 21 septembre.

Nous n'avons pas encore parlé des préparatifs militaires que la Porte ottomane avait faits pour une quatrième campagne, qu'on regardait comme décisive pour l'extermination des Grecs. Derwisch, pacha de Widdin, avait été nommé séraskier valicy, c'est-à-dire général en chef de l'armée ottomane destinée à envahir la Morée, de concert avec Omer-Vrione qui devait opérer du côté de la Grèce orientale, et le pacha de Négrepont du côté de l'Attique. Le capitan-pacha sorti des Dardanelles le 28 avril avec une flotte composée de frégates et de bâtimens légers, de lait jeter quelques troupes dans le golfe de Volo, se diriger ensuite sur la côte de l'Asie mineure, à Échelle-Neuve, où trente à quarante mille hommes allaient se réunir, et de là fondre sur Ipsara et Samos, dont on croyait la conquête certaine avec tous les moyens qu'on avait préparés. Mais ce qui inspirait le plus de confiance dans le succès de cette campagne, c'est l'accord qui venait d'être fait, on ne sait à quel prix, entre la Porte et le pacha d'Égypte, Mohammed-Ali, que tant de rapports disaient occupé de se faire une souveraineté.... Depuis long-temps il donnait des soins particuliers à l'équipement d'une flotte, à la levée d'une armée dont plusieurs corps avaient été, levés, exercés et disciplinés à la manière européenne par des officiers sortis de la vieille armée française qui avaient pris le turban en entrant au service du pacha. Il n'était bruit en Europe que de ses projets de civilisation sur l'Égypte; de sa scission avec l'empire ottoman, et de son alliance avec les Grecs, lorsqu'on apprit qu'il s'était engagé à fournir à la Porte vingt à vingt-cinq mille hommes commandés par son propre fils Ibrahim-Pacha, avec une flotte considérable dont les transports étaient nolisés par des marchands

européens, russes, autrichiens, espagnols, italiens (car il ne s'y trouva pas un seul Français). L'objet de cette expédition était d'aider le capitan-pacha à soumettre ou détruire les îles grecques insurgées, et de faire ensuite une invasion dans le midi du Péloponèse où on lui supposait des partisans, tandis que Derwisch-Pacha et Omer-Vrione chercheraient à y pénétrer par l'isthme de Corinthe ou par la côte occidentale. Elle était prête à mettre à la voile, lorsqu'un incendie fortuit ou médité (22 mars) détruisit une partie des apprêts et des munitions navales et militaires qu'on avait rassemblées, en sorte qu'elle se trouva retardée de plusieurs mois.

On verra au chapitre suivant les détails de cette campagne dont le début, le ravitaillement de Négrepont, la prisc d'Ipsara et de Casso semblait annoncer la destruction des Grecs déchirés par leurs divisions intestines, mais la joie de ce triomphe fut de courte durée, et les trophées sanglans d'Ipsara étaient encore exposés aux portes du sérail, lorsque les exploits de Miaoulis vinrent y porter la consternation.

Alors se réveilla la fureur des anciennes factions, et des intrigues nouvelles agitèrent le divan. Une ligue formidable s'était secrètement formée contre le grand-visir, à la tête de laquelle étaient Hussein-Aga, commandant en chef des troupes du Bosphore, l'aga des janissaires, le muphti et Dschanib effendi. Ce parti était opposé à toute espèce d'intervention des puissances chrétiennes dans les affaires intérieures de la Porte, et avant d'effectuer l'évacuation des deux principautés, il demandait que la Russie fût tenue d'exécuter les stipulations des traités précédens, notamment à l'égard de la restitution des forteresses d'Asie. Quant aux Grecs, il ne voulait pas entendre parler de concessions. Les progrès que ce parti faisait chaque jour dans le divan et même sur l'esprit du Grand-Seigneur, minaient sourdement le pouvoir du grand-visir, et le forçaient à différer l'évacuation des principautés. Il fallut enfin céder à l'orage, et le renvoi de Ghalib-Pacha fut décidé (14 septembre); on ne l'accusait d'aucune prévarication, aussi n'exerça-t-on contre lui aucun acte de sévérité: on lui laissa le choix de son séjour; on ne porta aucune atteinte à sa fortune qui était peu considérable : il

emporta dans sa retraite la renommée d'un homme intègre, habile et prudent, mais d'un caractère trop faible pour diriger les affaires et maintenir la discipline dans des circonstances si graves... C'est le principal reproche que lui fait le grand-seigneur dans le hatti-sheriff qu'il est d'usage d'adresser au nouveau grand-visir.

Ce successeur était Mehmed-Selim, Pacha de Silistrie, créature de Dschanib-Effendi, opposé comme lui au système de conciliation et à l'évacuation des principautés, mais il n'avait pas encore pris possession du visirat, lorsqu'une apoplexie enleva subitement (le 20 septembre) à l'âge de 76 ans, le fameux Dschanib-Effendi, à l'influence duquel on avait attribué cette révolution. Cet homme, fameux par les emplois importans qu'il avait occupés, et par sa prépondérance dans le conseil, était d'un caractère inflexible et d'un attachement inébranlable aux principes de l'ancienne politique ottomane. Sa politique lui survécut quelque temps dans le divan.

C'est dans cette circonstance, au milieu des efforts nouveaux que faisait la Porte ottomane pour réparer ses pertes et envoyer des renforts au capitan-pacha, que le comte Guilleminot, ambassadeur de France, eut sa première audience de réception du grand-seigneur. Elle eut lieu le 21 septembre, le jour du paiement du quartier courant de la solde des janissaires, avec une grande solennité. La cour ottomane admira les nombreux et riches présens en armes, riches étoffes, vases de cristal et de porcelaines, montres, et autres produits de l'industrie française, offerts au grand-seigneur, qui fit donner en retour à M. l'ambassadeur une pelisse de zibeline, un cheval richement enharnaché, et distribuer aux personnes de l'ambassade onze pelisses et plusieurs habits d'honneur... La réception fut brillante, les relations parurent rétablies avec cet ancien allié de la France, sur le pied le plus amical, la légation française reprit dès ce moment la considération qui lui était due entre toutes les autres. Mais il n'a rien été publié qui puisse faire juger de la part qu'elle a prise aux transactions diplomatiques....

Il était question depuis plusieurs mois de la retraite de lord Strangford. Débarrassé des griefs élevés an sujet d'Alger, terminés par l'accommodement du 26 juillet, il poursuivait toujours l'évacuation des principautés; il pressait M. de Mintziacki, l'agent russe, qui ne s'était mêlé que des affaires de commerce, de prendre le titre de chargé d'affaires de la Russie. Il eut avec le nouveau grandvisir et le reis-effendi plusieurs conférences; il y reçut encore des assurances « qu'on évacuerait sous peu les deux provinces. » Ensin, fatigué de ces tergiversations calculées, il partit le 18 octobre, mécontent, sans avoir satisfait aucun parti, sans emporter encore que des promesses relatives à cette affaire, mais après avoir obtenu de la Porte un traité avec la Sardaigne et des concessions-avantageuses pour les nations commerçantes.

Les ministres des grandes puissances virent ce départ avec regret; ils pressèrent de tous leurs efforts l'évacuation; mais le Divan et le grand-visir avaient encore des raisons pour le différer... Les nouvelles fâcheuses de l'armée de Dervisch-Pacha et des expéditions maritimes se succédaient. Le capitan-pacha était rentré dans les Dardanelles (26 novembre), plus maltraité que l'année dernière; il fallait encore des renforts sur tous les points; la pénurie d'argent était extrême. Le grand-visir imagina, puiqu'il se voyait réduit à faire évacuer les provinces de Valachie et de Moldavie, de leur imposer une contribution de treize millions de piastres (sept à la première, six à la seconde), à titre de frais d'occupation extraordinaire depuis 1821. A cette demande appuyée de la force, des boyards prirent la fuite... Les hospodards eux - mêmes représentaient en vain l'impossibilité où étaient des provinces déjà épuisées, de payer les contributions ordinaires. Les commandans turcs ne tinrent aucun compte de leurs représentations, maltraitèrent leurs officiers, et enlevèrent sans pitié tout ce qu'ils purent trouver d'or et d'argent dans les caisses publiques et dans la bourse des particuliers; après quoi, l'on retira en effet quelques corps turcs qui furent bientôt remplacés par d'autres... C'est d'après ce mouvement de dislocation qui, sur la fin de l'année, a été donné comme l'exécution des promesses faites, que M. de Mintziacki a déployé le caractère de chargé d'affaires de la Russie, en attendant l'arrivée du ministre plénipotentiaire (marquis de Ribeaupierre), nommé au mois d'août dernier. Il faut se rappeler

les réflexions faites au commencement de ce chapitre pour s'expliquer la longanimité des cabinets, et surtout de la puissance qui tenait encore alors deux cent mille hommes en armes sur les frontières.

La campagne venait de finir, elle n'avait produit que des désastres à la Porte-ottomane. Dervisch-Pacha et ses généraux avaient perdu quinze à vingt mille hommes dans des tentatives infructueuses sur les Thermopyles, dans la Livadie et dans l'Attique; Omer-Vrione avait été plus maltraité du côté de l'Épire. Le capitan-pacha Chosrew, dont les exploits se réduisaient à la destruction d'une petite île, avait échoué devant Samos, il avait laissé les Asiatiques découragés, et la flotte égyptienne poursuivie du côté de Candie par les Grecs victorieux; il rentrait avec quelques bâtimens en mauvais état, on s'attendait à sa disgrâce, peutêtre à son supplice; on fut bien étonné de le voir reçu avec le cérémonial ordinaire par le grand-visir qui lui fit présent d'une pelisse d'honneur. Le Sultan ne voulait pas, en punissant le chef de l'armée, avouer que la campagne avait été malheureuse.

Le divan, consulté sur la campagne prochaine, fut d'avis qu'il fallait redoubler d'activité dans les préparatifs de guerre, tant sur terre que sur mer. Le Grand-Seigneur ordonna qu'il serait formé une nouvelle armée de réserve composée de troupes asiatiques, qui camperait autour de Constantinople, et qu'il serait envoyé des renforts et des instructions nouvelles au pacha d'Égypte pour agir contre la Morée. Le grand-visir voulait même commander en pérsonne les armées ottomanes. Le Divan trouva que la présence de cet éminent personnage était nécessaire à Constantinople, dans les circonstances actuelles, pour le maintien de la tranquillité publique.

Nous n'avons donné que les résultats de la campagne qui vient de finir; et comme elle a été toute à la gloire des Grecs, elle appartient plus spécialement à leur histoire.

CHAPITRE V.

Grèce. Dissensions politiques dans la Morée. — Changemens opérés dans l'administration. — Parti militaire abattu. — État des affaires dans la Grèce occidentale. — Mort de lord Byron. — Plan de campagne des Turcs et des Grecs. — Premières opérations du Capitan-Pacha et de Derwisch-Pacha. — Prise et reprise d'Ipsara. — Tentatives de Derwisch-Pacha et d'Omer-Vrione sur la Livadie et sur l'Acarnanie. — Affaires de Samos. — Jonction de la flotte égyptienne à celle du Capitan-Pacha. — Suite d'actions maritimes. — Rentrée du Capitan-Pacha aux Dardanelles. — Opération de l'escadre égyptienne. — Résultats de la campagne de Derwisch-Pacha et d'Omer-Vrione. — Suite des événemens politiques en Morée. — Élections. — Nomination du Conseil exécutif. — Nouveaux, troubles. — Défaite de Colocotroni et de ses partisans. — Mesures d'administration.

La campagne de 1823 avait eu des résultats si favorables pour la cause des Grecs, qu'on ne croyait pas la Porte ottomane en état d'en entreprendre une nouvelle avec quelque apparence de succès. Leur marine avait acquis une supériorité décidée. Sur terre, ils avaient battu en détail, ou tenu en échec l'armée de Livadie, qui n'avait pu parvenir même à s'approcher du golfe de Lépante. Ils avaient détruit une autre armée plus considérable et composée de meilleures troupes de l'empire, commandée par ses deux plus habiles généraux, Mouctaï-pacha de Scodra et Omer Vrione, pacha de Janina. Les Albanais, découragés par cette suite de désastres et divisés par des troubles intérieurs, semblaient hors d'état de fournir aucuns secours à la cause ottomane. La Morée se regardait comme à l'abri d'une invasion; il ne restait aux Turcs que les places de Patras, Modon et Coron, dont le siége ou blocus, tour à tour entrepris, quitté et repris sans règles, sans ordre, au caprice des chess militaires, n'empêchaient point qu'elles ne recussent des secours et des renforts qui perpétuaient l'occupation musulmane.

Mais, délivré du joug des Turcs, ce pays était livré aux dépré-Annuaire hist. pour 1824. dations de ses chefs militaires et au fléau de l'anarchie. On a donné l'année dernière une idée des partis qui la divisaient et de la querelle qui s'éleva entre le corps législatif et le conseil exécutif (Ann. hist. pour 1823, p. 528, 548-49); il faut y ajouter quelques développemens.

Le pouvoir exécutif avait passé successivement dans les mains d'hommes de caractères bien différens. Aux chefs des hétairistes avait succédé le parti de Mavro-Cordato, plus sage, plus rapproché des principes des gouvernemens libres européens, auquel se rattachaient les négocians hydriotes et les hommes les plus éclairés de la nation. Mavro-Cordato voulait mettre de l'ordre dans l'administration, surtout dans les finances; il avait été forcé de se retirer dans la Grèce occidentale par l'ascendant de la faction militaire dans la Morée; mais il avait conservé une telle considération dans le corps législatif, qu'on lui en avait conservé la présidence. Quant à cette faction militaire, composée des anciens beys ou capitanos, qui n'avaient peut-être vu dans l'insurrection de la Grèce que le moyen de se mettre à la place des pachas Turcs, elle comptait en première ligne Colocotroni que ses victoires, en 1822, avaient rendu en quelque sorte maître du pouvoir exécutif. Un de ses fils, Panos, commandait à Nauplie, ou siégeait le conseil; l'Acro-Corinthe était garnisonnée par ses partisans. Tripolizza qu'il occupait en personne était le centre de sa faction répandue dans toute la Péninsule. Venait après lui Mavro-Michale, ancien bey du Magne, maintenant président du conseil exécutif. Andréa - Métaxa, qu'on venait d'en exclure; Chara-Lambi; Pérouka, ministre des finances, destitué; Théodore Négris, ancien ministre des affaires étrangères, retiré auprès d'Odyssée, qui exerçait dans Athènes et dans toute la Grèce occidentale un pouvoir en quelque sorte indépendant du gouvernement central... Tous ces chess militaires gouvernaient arbitrairement leurs provinces, y levaient des taxes pour la solde et la subsistance de leurs troupes, sans s'embarrasser des droits ou des règlemens de l'administration, même lorsque le pouvoir était dans leur faction.

C'était une grande anarchie militaire. Il n'y avait donc de règle

que dans l'administration des affaires maritimes à Hydra et dans celle de la Grèce occidentale, où commandait Mavro - Cardato... Là, venait d'arriver l'illustre lord Byron qui, après avoir chanté les exploits héroïques de la Grèce, voulait combattre pour elle. Il s'était honoré du titre de citoyen de Missolunghi; il avait la surveillance des étrangers; il organisait avec le colonel Stanhope l'artillerie; il ouvrait des écoles où l'instruction fit des progrès rapides; on faisait les préparatifs pour la prochaine campagne qu'on devait commencer par le siège de Lépante. Ce coin de la Grèce orientale était le boulevard de la Péninsule; et delà aussi Mavro-Cordato soutenait par ses conseils le corps législatif.

Quoique nommé sous l'influence des oligarques civils et militaires, ce corps composé de citoyens propriétaires ou négocians, amis de l'ordre et ennemis de toute extorsion, avait déjà pris quelque connaissance des affaires et de l'état du pays. La majorité s'était fortement prononcée pour surveiller la perception, l'emploi des deniers publics et l'exécution des lois. Il venait d'en donner une preuve éclatante dans la déchéance d'André Métaxa et dans la destitution du ministre du trésor Pérouka, qui était en même temps membre du conseil exécutif. Il voulait enfin arrêter les abus. de pouvoir et les déprédations des chefs militaires, et c'est ce qui avait déterminé le conseil exécutif à l'appeler à Nauplie pour l'y tenir sous l'influence de ses baïonnettes, ou le dissoudre en cas de résistance. On a vu comment la majorité des membres échappa à ce danger, et se réfugia à Cranidi. Il ne resta dans Argos que quelques créatures des oligarques, sans mérite, èt sans influence dans les affaires.

Le premier soin du sénat avait été, en arrivant à Cranidi, de prendre les mesures les plus urgentes pour prévenir les désordres, assurer la solde des troupes et l'économie des deniers publics. Il avait en même temps nommé, d'après la constitution, une commission de neuf membres pour examiner les chefs d'accusation portés contre le président et les membres du conseil exécutif, et en faire son rapport.

Ce rapport très-curieux, daté du 19-31 décembre, établit d'a-

bord contre le président Mavro-Michale et Sotère-Charalambi les accusations suivantes:

« D'avoir détourné les revenus publics dont l'administration leur était confiée pour pourvoir aux besoins des armées de terre et de mer; d'avoir, au mépris de la loi qui veut qu'il y ait toujours trois membres délibérans au conseil, envoyé Métaxa dans une mission particulière à Cariténa, continué à délibérer sans lui, et d'avoir fait diverses promotions militaires, sans les soumettre au corps législatif; d'avoir vendu des canons de la forteresse de Nauplie, sans en avoir averti le corps législatif; d'avoir, sans l'aveu du même corps, changé la délimitation d'une province, nommé des éparques (présets), vendu des domaines nationaux, établi des impôts, le monopole du sel; d'avoir fait vendre comme esclaves des Turcs prisonniers de guerre, action défendue par la loi; d'avoir refusé de reconnaître la nomination que le sénat avait faite de Jean Coletti, nommé membre du conseil exécutif, en remplacement du sieur Métaxa, déclaré déchu de cette place. Le dernier et le plus curieux des chess d'accusation, en ce qu'il explique et caractérise l'attaque faite par le corps législatif, est ainsi conçu:

« Ensin, tandis que le sénat résidait à Argos, et que, suivant l'art. 28 de la loi organique, il invitait les membres du conseil exécutif de s'y rassembler, tout à coup, le 26 novembre est venu de Nauplie la force armée du gouvernement, sous le commandement du gouverneur de cette place, pour attaquer le sénat inviolable, et porter contre lui les armes que la patrie a mises en leurs mains pour défendre les lois et protéger leurs dépositaires. Sur ces entrefaites, les membres du conseil exécutif, spectateurs indisférens de cette démarche illégale, non-seulement ne se sont point inquiétés d'une violation si manifeste des lois pour rappeler la force armée et garantir l'inviolabilité du sénat; mais au contraire, ils ont voulu lui imposer une conciliation honteuse par la force des armes. »

Tels étaient les principaux chefs d'accusation établis contre les deux principaux membres du conseil exécutif, Mavro-Michale et Charalambi-Perouka. Le troisième (Metaxa) semblait être déchargé des plus graves, et, chose remarquable! il n'était pas question, dans le rapport, de Colocotroni, qu'on savait bien avoir été le chef et le promoteur de la tentative d'Argos.

On s'attendait à leur mise en jugement, mais le sénat se con-

tenta de les déclarer, en vertu de son pouvoir constitutionnel, déchus de leur dignité, et nomma en leur place les sieurs Georges Conduriotis, d'Hydra, en qualité de président du conseil; Panagosti Bodassi de Spezzia, vice-président, tous deux patriotes estimés et influens dans leurs îles, dont la richesse et la marine étaient les plus solides appuis de la Grèce. On leur donna pour collègues Jean Coletti, déjà nommé le 25 novembre dernier, en remplacement de Métaxa, et Nicolas Londo comme quatrième membre. Le conseil ainsi constitué, pour délibérer légalement, on jugea à propos de laisser la cinquième place vacante, peut-être pour l'offrir, comme moyen de conciliation, à Colocotroni dont on redoutait toujours l'influence. Lord Byron s'employa pour le ramener au parti de la nation; mais il n'en obtint que des protestations vagues de dévouement à la cause commune. Colocotroni garda les places qu'il occupait, et refusa de reconnaître l'autorité du sénat mutilé et du conseil qu'il regardait comme illégalement nommé.

La réorganisation du conseil terminée, le sénat l'annonça à la nation par une proclamation où il exhortait tous les Grecs à re-connaître l'autorité suprême du conseil exécutif, et à contribuer, chacun en ce qui le concernait, au rétablissement de l'ordre et au salut de la patrie, et il rendit plusieurs décrets pour régulariser les levées d'hommes et d'argent.

Enfin, le conseil exécutif voulant ôter à la faction de Colocotroni son principal point d'appui, signala son arrivée au pouvoir le 2-14 mars en déclarant Nauplie capitale de toute la Grèce et siége du gouvernement central de la nation, et il s'embarqua de suite sur une escadrille hydriote commandée par l'amiral Miaoulis, en personne, pour aller prendre possession, de cette ville. Arrivé dans le golfe, le 6-18 du même mois, on jeta l'ancre a la rade de Mylæ (les moulins), vis-à-vis la forteresse; et de là ôn envoya sommer le gouverneur (Panos Colocotroni), d'ouvrir les portes aux membres du gouvernement. Panos, loin de déférer à cet ordre, envoya sur la rade un détachement de troupes pour s'opposer au débarquement. Après une seconde tentative inutile, le conseil, par un

acte du 7-19 mars, déclara Panos - Colocotroni rebelle à la patrie; et ordonna le siége de la place par terre et par mer. Cette mesure vigoureuse fit tant d'impression sur la population et même sur les soldats de Colocotroni, qu'il n'osa prendre l'offensive. Il fit rentrer ses troupes dans la place où la masse du peuple semblait disposée à se déclarer pour le gouvernement, en sorte que les membres du conseil purent mettre pied à terre sans opposition et s'établir provisoirement à Mylæ. Il arriva quelques troupes, et l'on commença le siège par terre et par mer, ou plutôt le blocus, car on ne voit pas qu'il y ait eu, jusqu'à la reddition de la place, aucune attaque.

La guerre civile s'était engagée plus sérieusement du côté de Tripolizza, où Colocotroni s'était retiré avec son fils cadet, l'élite de ses partisans et quelques-uns des députés, exclus d'Argos, qu'il prétendait ériger en sénat législatif, comme celui de Cranidi. Mais ce fantôme n'en inposait à personne. Déjà plusieurs des chefs, jadis attachés à sa fortune, Nikitas, Jatrakos, etc., étaient venus offrir leurs services au gouvernement. L'Acro-Corinthe s'était rendu aux ordres du gouvernement (21 mars — 2 avril).

Déconcerté par ces défections et peu rassuré sur les dispositions des habitans de Tripolizza, déjà cerné de tous côtés, Colocotroni proposa d'évacuer cette place, à condition qu'on le laisserait libre de sortir avec son fils et ses troupes, promettant de les dissoudre et de se retirer tranquille de sa personne à Caritène, sa ville natale. Les généraux envoyés contre lui, voulant épargner à la population de Tripolizza, les horreurs d'une prise d'assaut, lui accordèrent une capitulation qui fut approuvée par le gouvernement; et le 3-15 avril, Colocotroni, son fils cadet, son fantôme de sénat et ses partisans évacuèrent Tripolizza dont les troupes du gouvernement prirent immédiatement possession.

Cependant Colocotroni qui avait promis de se rendre à Caritène pour y vivre en simple particulier, ne licenciait point ses troupes et tenait toujours la campagne. Le gouvernement déclara que les rebelles sortis de Tripolizza seraient considérés et traités comme tels jusqu'à ce qu'ils se fussent volontairement rendus à merci pour être jugés conformément à la loi, et ordonna à tous les Grecs sidèles de leur courir sus.

A la nouvelle de la reddition de Tripolizza, les membres du sénat réfugiés à Cranidi revinrent s'établir à Argos; ils invitaient le conseil exécutif à transférer le siége du gouvernement à Tripolizza. Mais celui-ci jugeant cette mesure trop précipitée et voulant toujours s'assurer une retraite par mer en cas de revers, resta à portée de la flotte au blocus de Nauplie.

En effet, les rebelles poursuivis et battus de tous côtés inquiétaient toujours les environs de Tripolizza. Vers la fin d'avril, ils eurent même l'audace de venir en force jusqu'aux Moulins, ou l'amiral Miaoulis les reçut à coups de canon et les força de se jeter dans les montagnes voisines d'où il se portèrent sur Argos; mais le peuple indigné courut aux armes et les obligea de prendre la fuite. Trois de leurs chefs se soumirent, et l'un d'eux fut immédiatement employé au siège de Nauplie.

Soit que le gouvernement fût fatigué de la résistance de Panos-Colocotroni, soit qu'il crût le pays assez pacifié, c'est après cette défection de rebelles qu'il prit la résolution de se joindre au sénat qui siégeait à Argos, et il s'y installa provisoirement le 10-22 mai.

Il arriva quelques jours après, devant Nauplie, un événement qui pouvait avoir les résultats les plus graves. Une corvette française, la Chevrette, et le lendemain un brick français, se présentèrent devant Nauplie; l'amiral Miaoulis leur ayant fait les questions d'usage dans le cas de blocus, le commandant du brick (capitaine Leblanc) n'avait donné que des réponses évasives sur l'objet de son apparition devant Nauplie; c'était l'extradition de deux pachas prisonniers que le gouvernement grec avait mis en dépôt dans la place pour servir d'otage à tant de milliers de Grecs retenus en esclavage, et que Colocotroni avait promis de livrer, moyennant une somme d'argent convenue que les bâtimens français lui apportaient.

L'amiral Miaoulis, voulant éviter toute démarche qui aurait compromis les droits, les intérêts et la cause même de la nation,

protestait solennellement contre toute tentative touchant l'extradition frauduleuse des prisonniers; mais le commandant du briek n'en persistait pas moins à rester sous le fort de Vourtzi.

On s'épuisait en pour parlers inutiles, précurseurs d'une agression qui donnait les plus vives inquiétudes au gouvernement, lorsque la garnison du fort sous les murs duquel le brick français était mouillé, abjurant tout-à-coup la cause de Colocotroni, renvoya son commandant (Cavadia), et rendit le fort aux troupes du gouvernement, ce qui détermina les commandans du brick et de la corvette à quitter leur station sans avoir accompli leur projet.

La reddition du fort Vourtzi devait naturellement amener celle de la place de Nauplie. Aussi Colocotroni père, informé de cette nouvelle défection, et voyant chaque jour diminuer le nombre de ses partisans, jugea plus prudent de faire au gouvernement grec des ouvertures de conciliation. Il proposait de lui remettre la place de Nauplie, et de faire lui-même sa soumission, de reconnaître le sénat et le conseil exécutif, pourvu qu'une amnistie complète le mît, lui, ses fils et tous ceux qui avaient suivi son parti, à l'abri de toutes poursuites personnelles.

Cette proposition, saite par l'intermédiaire de la commission de Tripolizza, sut acceptée. Panos, à l'invitation de son père, consentit à remettre la place et le fort de Palamède, dont il sortit avec les siens, le 7-19 juin, sans éprouver le moindre obstacle de la part du gouvernement. Là se trouvaient aussi André Metaxas et Charalambi-Peronka, qui curent ordre de se rendre à Leonidi, pour y attendre la décision qui serait prise à leur égard, aux termes de la loi.

Grâce à la sagesse et à la modération du gouvernement, il ne lui restait plus d'autre personnage à craindre que l'ex-président Mavro-Michale, qui se tenait à Calamata dans une position inquiétante. Quoiqu'il n'eût pas encore été déclaré nominativement rebelle, on avait envoyé contre'lui cinq cents hommes de troupes nationales, sous le commandement de Notaras, pour le forcer à s'expliquer et à désarmer; mais il évita de venir aux prises avec les troupes du gouvernement, demanda à se justifier et envoya,

quelque temps après, au gouvernement un mémoire justificatif de sa conduite, appuyé par un rapport favorable des primats de Calamata, offrant de se soumettre à un jugement. Le gouvernement voulut bien se contenter de ces protestations, et Mavro-Michale ne se pressa point de se mettre à sa discrétion.

Débarrassé de ses ennemis, ayant reçu la soumission de presque tous les chefs, même d'Odyssée qui avait offert ses services contre les rebelles, mais qui n'en jouait pas moins à peu près le même rôle en Attique, le nouveau gouvernement se transporta le 12-24 juin dans la ville de Naupli, déclarée capitale de la Grèce, où le sénat l'avait précédé de deux jours, et quelques jours après leur installation, le 2-14 juillet, il publia une amnistie générale pour tous les révoltés qui avaient donné ou donneraient leur soumission, avec la restriction seulement que ceux qui, ayant été précédemment membres du sénat ou du conseil exécutif, avaient pris part aux séances ou actes de l'assemblée illégalement convoquée à Tripolizza, ne pourraient être nommés à aucune fonction publique, pendant la seconde et la troisième période du gouvernement provisoire de la Grèce...

Ainsi les troubles suscités par la faction militaire, paraissant apaisés, le gouvernement put mettre un peu d'ordre aux affaires, organiser l'armée et la marine, pourvoir à la défense du pays déjà vigoureusement attaqué sur plusieurs points.

Mais avant de venir au récit de cette campagne, il est nécessaire de jeter un regard sur la Grèce occidentale où se portèrent les premiers coups.

Un corps de l'armée grecque avait ouvert cette campagne par le siégé de Lépante dont on annonçait la prise au mois de mars, et qu'on sut obligé de lever malgré les essorts de quelques officiers européens (Col. Stanhope, etc.), qui dirigeaient l'artillerie; un autre corps avait été envoyé du côté d'Arta pour détruire les débris de l'armée turco-albanaise, échappée à la dernière campagne. On s'occupait à augmenter les fortifications d'Anatolicon et de Missolonghi, regardée comme le boulevard du Péloponèse, lorsqu'on découvrit dans cette ville, au mois de mars, un complot qui ne tendait à

rien moins qu'à soulever le peuple contre le gouvernement, et à livrer le pays aux Turcs. Il se trouvait dans la garnison un grand nombre de Souliotes, braves et déterminés soldats, mais sans discipline et sans instruction, qui voyaient avec envie les réformes et les perfectionnemens introduits dans la discipline militaire par des étrangers, et surtout la supériorité de la solde qu'on leur faisait. Ils en voulaient particulièrement à lord Byron auquel on avait donné le droit de cité, celui de siéger au conseil général, et la présidence, c'est-à dire le commandement des corps étrangers. Il avait fait des sacrifices énormes à la cause des Grecs; il pressait vivement, par ses amis à Londres, l'emprunt de 800,000 liv. sterl. qui fut conclu à 59 pour 100; il avait, de concert avec Mavro-Cordato, donné à Missolonghi des presses, des journaux, des écoles civiles et militaires, et tout l'aspect d'une ville des pays les plus civilisés de l'Europe. C'en était assez pour s'attirer l'envie et la haine de ces chefs barbares, qui ne s'étaient armés contre les Turcs que pour succéder à leur domination. Déjà plusieurs fois dans l'hiver, il s'était élevé entre les Souliotes et les Grecs ou les Étrangers des querelles, à la suite desquelles on avait fait sortir de Missolonghi un grand nombre de Souliotes, à la tête desquels un certain Karaïskaki donna le signal de la révolte, en s'emparant, le (31 mars) 12 avril, du fort de Vassiladi. Il espérait, au moyen des intelligences qu'il avait dans Anatolicon et dans Missolunghi, y faire éclater en même temps la rébellion, et y appeler les troupes de Joussouf-Pacha. Mais le mouvement se borna encore à des querelles particulières où le peuple ne prit point de part. Un détachement, envoyé du siège de Lépante par le prince Mavro-Cordato, sous les généraux Bozzaris, Stournaris et Trocas, chassa de Vassiladi et de quelques autres petites places dont ils s'étaient emparés, les traîtres qui ravagèrent ensuite des villages sans défense, et finirent par chercher un asile auprès d'Omer-Vrione, à l'ouverture de sa campagne.

Ce complot, qu'on a rattaché sans trop de preuves aux divisions du Péloponèse, avait retardé et fit enfin avorter les opérations du siège de Lépante. Il affecta particulièrement lord Byron, qui fut attaqué quelques jours après, au milieu de ses espérances et de ses préparatifs, d'une fièvre inflammatoire dont il mourut dix jours après, le 7-19 avril, dévoré du regret de n'avoir pas assez fait pour sa gloire et pour la cause qu'il venait d'embrasser. On était alors dans les solennités de Pâques, jours de réjouissances et d'allégresse qui devinrent pour toute la Grèce des jours de douleur et de deuil... Le gouvernement l'annonça sur-le-champ par une proclamation, en exécution de laquelle il fut tiré des batteries de la ville, de minute en minute, trente-sept coups de canon, nombre égal à celui des années de l'illustre défunt... Les cours de justice, les bureaux publics et toutes les boutiques, excepté celles des apothicaires, furent fermés pendant trois jours; le son des instrumens de musique, les danses et toute espèce d'amusemens publics ordinaires à cette époque, furent également interdits pour le même espace de temps, et le deuil général dura vingt-un jours.

Jamais événement particulier n'avait produit tant d'impression sur les Grecs, ils en furent frappés comme d'une bataille perdue. Les services funèbres eurent lieu avec toute la solennité que l'on pouvait y mettre, au milieu des témoignages de la douleur publique plus flatteuse pour la mémoire de l'illustre mort que les pompes déployées aux funérailles des puissans de la terre. Il avait désiré que son corps fût reporté dans sa patrie, mais les Grecs demandèrent son cœur, et sa famille le leur laissa comme un témoignage du dévouement héroïque avec lequel il avait embrassé leur sainte cause. Sa fille chérie fut déclarée, par un acte spécial, fille adoptive de la Grèce.

Ce n'est point ici le lieu de dire quelles difficultés s'élevèrent au sujet de la sépulture de cet homme célèbre à qui l'opinion générale voulait ouvrir les caveaux de Westminster, et que ses parens firent enterrer à Newtead dans le tombeau de sa famille, ni comment les mémoires manuscrits qu'il avait laissés pour être publiés après sa mort furent brûlés par ménagement pour quelques personnes encore vivantes, ni même d'esquisser les traits du poëte immortel dont la société contemporaine a déploré les erreurs, mais

dont la postérité ne verra que la gloire. Revenons aux affaires du pays dont la délivrance avait été son dernier vœu.

Sa mort jeta le découragement dans l'âme des Étrangers qui étaient accourus au secours de la Grèce. Plusieurs, entre autres le colonel Stanhope, retournèrent dans leur pays : l'envoi des fonds de l'emprunt qu'il avait recommandé avec tant de chalenr à ses amis en souffrit des retards; le dépôt qu'on devait en faire à Zante y fut interdit par l'intervention du commissaire anglais : les dons particuliers qui arrivaient dans la caisse du gouvernement provisoire cessèrent. Dans l'intérieur, la guerre civile avait entièrement paralysé la levée des deniers publics; ceux qui devaient provenir de l'impôt territorial dans les îles catholiques étaient arrêtés par l'influence des consuls étrangers; ainsi le gouvernement grec se trouvait dans la pénurie la plus déplorable au moment de l'ouverture de la campagne dont on va rappeler les principaux événemens.

Sur le continent, la Porte-Ottomane avait nommé Derwisch, pacha de Widdin Seraskier, commandant et chef des opérations. Des ordres étaient expédiés aux pachas de Salonique, de Scodra et de Janina, etc., de faire des levées nouvelles et de se concerter avec lui. Le premier n'était pas disposé à le reconnaître pour chef; les autres non moins mécontens avaient éprouvé des pertes trop considérables pour être réparées en si peu de temps; en sorte que Derwisch resta pendant plus d'un mois à Larisse avec les débris de l'armée et quelques milliers de janissaires nouvellement envoyés de Bulgarie ou de Constantinople sans oser faire un mouvement offensif au milieu d'une population peu disposée à le seconder.

Le capitan-pacha qui était sorti des Dardanelles au milieu d'avril, avec une flotte de 30 à 35 voiles, suivie de transports nolisés par des Russes ou des Autrichiens, par l'intervention de leurs légations, avait commencé par tenter à Skiathos, une descente qui ne leur réussit pas. Mais il jeta deux à trois mille janissaires dans l'île de Nègrepont, où Odyssée et surtout le général Diamantis avaient tenu la campagne tout l'hiver et battu plusieurs fois les Turcs, sans

avoir pu leur enlever ni Nègrepont, ni Carysto, comme on l'avait plusieurs fois annoncé.

A la nouvelle de ce débarquement, Derwisch-Pacha se mit en mouvement; un de ses lieutenans, Bekir-Pacha, fut battu du côté de Zeitouni, par Odyssée et Nicetas (20 mai 1 er juin); mais une autre de ses divisions parvint à faire sa jonction avec les Turcs de Nègrepont, et ils se jetèrent ensemble dans l'Attique, où ils forcèrent le lieutenant d'Odyssée, Gouras, à se renfermer dans l'Acropole, et restèrent quelque temps maîtres de la campagne.

Mais toute l'attention des parties belligérantes se portait alors sur les opérations maritimes, sur la jonction annoncée des flottes du capitan pacha et du pacha d'Egypte qui devaient attaquer les îles grecques, et tomber ensemble sur les provinces orientales de la Morée, tandis que Derwisch, Reschid, Omer-Vrione et Monctaïpacha attaqueraient la Grèce occidentale.

L'incendie du Caire avait, heureusement pour les Grecs, retardé l'expédition du pacha d'Égypte; mais en attendant, la flotte égyptienne d'Ismaïl Gibraltar, qui croisait du côté de Candie, achevait d'opérer la soumission, c'est-à-dire la destruction de la population grecque de cette île, d'où le gouverneur Tumbazis ramena quelques bâtimens chargés de vieillards, de femmes et d'enfans échappés au feu des Turcs et à l'esclavage, qu'on établit, partie à Monenbazie partie dans l'île d'Hydra: le reste s'était sauvé par bandes isolées dans les montagnes.

De Candie, Ibrahim-Pacha fit sur l'île de Casos deux attaques (8 et 10 juin), dont la première avait été vivement repoussée par les habitans; mais à la seconde, faite sur un point opposé où ils ne s'attendaient pas à être attaqués, ils furent presque tous exterminés. Ismaïl Gibraltar y fit un butin immense.

Cependant le capitan-pacha Chosrew, arrivé depuis plus d'un mois à Mitylène, y faisait les apprêts de l'expédition qu'il méditait sur Ipsara et sur Samos; vingt mille asiatiques étaient répandus sur la côte de Smyrue où ils devaient s'embarquer; et comme le gouvernement ne leur avait assuré ni solde ni vivres, ils se livraient partout au pillage et préludaient aux expéditions qui leur étaient promises,

par passer au fil de l'épée tous les Grecs sans défense qu'ils rencontraient. Il en périt ainsi des milliers à Pergame dans un massacre qui dura 36 heures.

Ipsara, si peu importante par l'étendue et la fertilité de son territoire, était devenue redoutable à la puissance ottomane, par sa position, par le grand nombre de ses bâtimens et de ses brûlots, fortifiée depuis trois ans par des batteries nombreuses et des travaux bien entendus, et surtout par l'esprit indomptable des habitans. Le capitan-pacha n'ignorait pas les difficultés qu'il avait à vaincre; mais il avait pris toutes les précautions possibles pour s'assurer le succès d'une entreprise dont il s'était chargé: il y allait de sa tête. Il a couru des bruits qu'il s'était assuré d'avance de la trahison de quelques chess Albanais qui composaient une partie de la garnison d'Ipsara. Ce qu'il y à de certain, c'est qu'il s'était procuré des plans exacts des batteries et des retranchemens. Il avait choisi pour l'expédition 14,000 hommes, l'élite de l'armée, où figuraient surtout les Albanais Guégues embarqués à son bord et commandés par un neveu d'Ali-Pacha, Ismail Pliassa. D'ailleurs, il avait, avant d'en venir à l'attaque, conformément aux instructions qu'il avait reçues du sultan, tenté à trois reprises de déterminer les insulaires à se soumettre spontanément, en leur représentant les maux qui les menaçaient, leur offrant une amnistie générale, l'oubli du passé, la protection particulière du sultan. Les Ipsariotes rejetèrent toutes les propositions, en ajoutant, au refus de se rendré, des injures et des menaces; et lorsqu'en dernier lieu, Khosrew leur sit dire qu'il n'était pas venu pour faire la guerre aux femmes, aux enfans et aux vieillards, leur offrant de les laisser sortir librement; ils ne virent dans cette offre qu'un piége, et se préparèrent à recevoir vigoureusement l'attaque dont ils étaient menacés. Ils avaient 5 à 6,000 hommes grecs ou albanais sous les armes; on les distribua de la manière qu'on crut la plus convenable pour la désense des côtes, des batteries, des sorts et de la ville, en donnant aux Grecs les positions qu'on crut les plus importantes; les femmes même, animées de l'enthousiasme de la liberté et par l'horreur du sort auquel elles étaient destinées en cas de défaite, se préparèrent à la résistance avec une héroïque résolution.

Le 3 juillet au matin, la flotte ottomane rassemblée devant Mytilène, met à la voile. Elle était composée du vaisseau amiral de 80 canons, un bâtiment à deux ponts rasés de 74, de six frégates, dix corvettes, plusieurs bricks et goëlettes, un grand nombre de chaloupes canonnières nouvellement construites, et 80 à 100 bâtimens de transports nolisés par des européens portant des troupes de débarquement dont on évaluait le nombre à quatorze mille hommes.

Arrivé à la hauteur d'Ipsara, Chosrew-Pacha, fit entourer l'île de tous côtés par la flotte, et tandis que quelques bâtimens de guerre dirigeaient leur feu sur la ville et les batteries du fort, comme s'il eût eu l'intention de les attaquer de front; il effectua son débarquement du côté opposé de l'île sur une langue de terre sablonneuse, où il ne se trouvait qu'une batterie de campagne servie et défendue par un bataillon d'Albanais, commandé par un chef nommé Goda ou Cotta (1). Soit trahison, soit lâcheté, elle sut abandonnée après avoir échangé un petit nombre de coups de canon, de sorte que les Turcs purent débarquer et se former sans obstacle. Les fuyards s'étant sauvés vers les hauteurs qui s'élèvent au centre de l'île ou dans des couvens fortifiés, les Turcs les y poursuivirent, et, en moins de deux heures, ils emportèrent ces positions et parurent sur les hauteurs qui dominent la ville et les batteries de la côte. Jusque-là les Ipsariotes avaient vigoureusement répondu au feu de la flotte ottomane; mais quand ils se virent pris à dos, ils crurent tout perdu; la consternation, la terreur et le désordre se mirent parmi eux. Les primats et les éphores de l'île ne voyant plus de ressource, se jetèrent avec ce qu'ils purent emporter de plus précieux dans les bricks qui de-

⁽¹⁾ Des rapports postérieurs disent que ce traître a été mis en pièces par les Turcs, pour ne pas les avoir prévenus qu'il y avait une mine pratiquée sous le fort du couvent de Saint-Nicolas. Mais au sujet de ces bruits de trahison, il faut remarquer que dans leur bulletin, les Turcs traitent les Albanais comme les Grecs.

vaient servir à sa défense; une foule de vieillards, de femmes et d'enfans, dans des chaloupes, des canots et des barques de pêcheurs; la plupart de ces frèles embarcations coulèrent à fond, parce qu'elles étaient trop remplies et qu'elles n'avaient ni voile ni rames; d'autres furent prises par les Turcs: quelques-unes furent sauvées par un bâtiment français (1), témoin de ce désastre: le reste arriva avec les bricks à Hydra, sous le commandement d'Aposroli.

Cependant, les troupes d'équipage étant débarquées, les Turcs attaquant la ville de tous côtés, y pénétraient avec le fer et le feu; les habitans essayèrent de défendre de rues en rues, de maisons en maisons, et corps à corps le terrain de leur ville. Ils furent accables par le nombre; le rivage était couvert de cadavres, les rues en étaient encombrées. En vain le grand amiral ordonnait d'arrêter le carnage; en vain offrit-il 500 piastres pour chaque prisonnier vivant qu'on lui amènerait. Il était trop tard pour pouvoir contenir la rage forcenée des barbares; le sang coula toute la soirée, et le pillage dura toute la nuit.

Il ne restait plus le matin du quatre juillet que deux petits forts et le convent de Saint-Nicolas qui tinssent encore, où s'étaient successivement réfugiés les plus braves des Ipsariotes et des Albanais restés fidèles, et il s'y fit des prodiges de valeur. Enfin, dans un de ces forts qui resta le dernier, le fort Tabia, les Ipsariotes et les Albanais reduits à la dernière extrémité, ayant épuisé leurs moyens de défense et leurs forces, prirent la résolution héroïque et désespérée de périr les armes à la main, en détruisant l'ennemi de la pitié duquel ils n'avaient rien à espérer. Des mines avaient été préparées dans l'enceinte du fort. Les Turcs, en donnant l'assaut, avaient déjà escaladé les remparts de plusieurs côtés, lorsqu'il éclata une explosion qui ensevelit les vainqueurs et les vaincus sous le même monceau de ruines.

⁽¹⁾ C'était la Galatée (capitaine Drouault). On doit encore nommer à cette occasion le capitaine de frégate de Villeneuve de Bargemont, qui prit à son bord 152 Grecs qui allaient tomber au pouvoir des Turcs.

Cette journée, qui consomma la ruine d'Ipsara, coûta plus cher aux Turcs que la première. Ils n'y perdirent pas moins de trois mille hommes; mais la population de l'île avait disparu, à l'exception de ce qui s'était sauvé la veille, et de quelques centaines de malheureux échappés du massacre, et qui parvinrent à se cacher dans les cavernes des montagnes, où ils vécurent pendant plusieurs jours de racines sauvages.

Tout ce qui restait d'armes, de vivres, de munitions de guerre, tomba au pouvoir du vainqueur. Il s'y trouvait plus de deux cents pièces de canon. Le capitan-pacha fit enclouer ceux qu'il ne put emporter; et, laissant environ deux mille hommes pour achever la destruction des forts, il remit à la voile, dans l'espérance de faire bientôt subir le même châtiment à Samos.

La sensation que la nouvelle de ce désastre produisit dans la Grèce et dans toute l'Europe, à peu d'exceptions près, fut une sensation d'horreur et de pitié. Là où la presse était libre, l'indignation publique éclata dans la plupart des journaux contre ceux qui s'étaient faits les auxiliaires des Tures, en nolisant des bâtimens de transport, en leur fournissant des vivres, des munitions et peut-être des moyens plus odieux, pour la destruction d'une population chrétienne, héroïque, digne d'un meilleur sort.

A Constantinople, où Chosrew-Pacha avait envoyé 500 têtes et 11 à 12 cents oreilles en témoignage de sa victoire, on attacha (24 juillet) ces hideux trophées aux portes du sérail, avec une inscription (jasta), qu'il faut rappeler ici comme un bulletin historique sait à la manière turque.

a Les Grecs qui sont en rébellion depuis plusieurs années dans différentes iles de la mer Blanche, n'avaient pas encore éprouvé la puissance du bras vengeur des Musulmans. Ils avaient réussi à se fortifier, et, se prévalant de leur fausse religion, ils se vantaient de leurs forces militaires. Lorsqu'ils obtenaient des avantages sur les Musulmans, ils ne manquaient pas de répandre contre eux tout le venin de leur noiveeur et de leur perfidic.

[«] Cependant on maintint la ferme résolution de punir, comme la loi sainte l'ordonne, et avec l'aide de Dieu, ces incrédules rebelles qu'il a rejetés. D'après cette résolution, le bienheureux Khosrew-Mehmed-Pacha, généralissime de la flotte impériale, a porté les premiers coups à l'île d'Ipsara, fortifiée par les infidèles. Après que les janissaires et les seykans, qu'il avait tirés de ses vaisseaux, eurent mis le pied sur cette île, ce nid des infidèles, où ils

s'étaient rensermés derrière leurs batteries hérissées de canons, ils les prirent à dos et les attaquèrent, le sabre au poing, corps à corps. Ces braves combattirent avec la plus grande intrépidité, et à l'aide de la grâce divine, les armes des Musulmans ont triomphé. Les infidèles, saisis de terreur, ont été taillés en pièces. Il en a coûté trente-six heures de combat pour conquérir cette île et s'en emparer. Les infidèles Arnautes (Albanais), que les rebelles Ipsariotes avaient appelés à leur secours, ont été tous passés au fil de l'épée : ils ont ainsi fait l'épreuve de la puissance musulmane. Dix des chess de l'insurrection, et environ 500 hommes ont été faits prisonniers; cent dix bâtimens et plus de cent pièces de canon sont tombés en notre pouvoir; ensin, toute l'île d'Ipsara a été soumise par la grâce du Tout-Puissant. Plus de 500 têtes d'infidèles, plus de 1,100 oreilles, et 33 drapeaux ont été envoyés à la Sublime-Porte par le susdit pacha, et jetés à terre avec mépris. »

La populace turque s'enivrait depuis plusieurs jours de cet odicux spectacle, lorsque d'autres récits mirent sin à sa séroce joie.

A l'arrivée des réfugiés ipsariotes à Hydra, le conseil exécutif, qui était délivré de ses ennemis extérieurs, et qui venait de recevoir quelques fonds provenans de l'emprunt de Londres et des souscriptions des sociétés philhelléniques, s'empressa de donner les secours nécessaires, et s'occupa des moyens de venger et réparer ces désastres. Plusieurs des chefs compromis dans les derniers troubles, Odyssée, Nikitas, etc., offraient de s'embarquer et d'aller reprendre Ipsara ou secourir Samos; le gouvernement, qui avait des ennemis à combattre sur d'autres points, en Acarnanie, en Livadie, dans l'Attique et jusque dans le Péloponnèse, se borna à équiper promptement tous les bâtimens de guerre et brûlots disponibles, et mit cette flotte, avec mille ou douze cents hommes de troupes de débarquement, aux ordres de son amiral Miaoulis, qui mit sur-le-champ à la voile, et arriva le 14 juillet en vue de la malheureuse Ipsara.

On espérait encore trouver les forts occupés. Quelle sut l'affliction des Grecs, lorsqu'ils virent que c'en était fait! On sut, par l'équipage d'un cutter qui tomba dans leurs mains, que la flotte ennemie avait remis à la voile, sauf une trentaine de bâtimens restés dans le port, mais qu'il devait se trouver deux mille Turcs dans l'île. En approchant de la côte, on apprit qu'il existait encore dans l'intérieur, environ deux cents Grecs dispersés au milieu des rochers. Miaoulis se mit en communication avec ces infortunés. Le 15, au matin, on tira trente hommes de chaque bâtiment, avec lesquels on descendit à l'endroit même où les Turcs avaient opéré leur débarquement.

A cette apparition inattendue, suivie d'une brusque attaque sur tous les points, les Turcs, qui ne se trouvaient, suivant les rapports turcs, qu'au nombre de six ou sept cents, se crurent trahis, et se firent tuer presque sans résistance. Dans la première attaque ou dans les ruines qu'ils occupaient, il ne s'en sauva que deux cents qui essayèrent de tenir dans quelques maisons, et qu'on épargna pour sauver la vie de quelques femmes et enfans chrétiens qu'ils auraient égorgés. D'autres, qui avaient pu gagner le rivage, s'étant jetés sur les chaloupes canonnières, voulaient prendre le large en se dirigeant sur Chio. Quinze d'entre elles amenèrent pavillon, et les autres furent coulées à fond. Une seule frégate, restée au port, vint à bout de rejoindre la flotte à Mitylène.

Dans l'état de désolation et de ruine où se trouvait la stérile Ipsara, il n'était plus possible de s'y établir, ni même d'en faire un point de défense. Ainsi Miaoulis ordonna qu'elle fût entièrement évacuée. Il en fit enlever l'artillerie et les munitions que les Tures y avaient laissées. Les malheureux qu'on y avait trouvés furent envoyés à Nauplie, et l'intrépide Miaoulis fit voile vers Mitylène pour observer et attaquer l'ennemi. Comme ils n'étaient qu'à quelques lieues l'un de l'autre, il est probable que les Grecs, qui savaient toujours échapper à une lutte inégale, cherchaient moins à engager un combat régulier que des attaques partielles pour incendier les vaisseaux tures avec leurs brûlots. C'est à la supériorité de leurs manœuvres et à la précaution timide de l'amiral ture qu'il faut attribuer le peu d'engagemens sérieux qu'il y eut entre des flottes qu'on voit tous les jours en présence et sur le point de se détruire.

La flottille grecque, chaque jour renforcée par des bâtimens et brûlots envoyés d'Hydra et de Spezzia, se partagea bientôt après l'affaire d'Ipsara en deux divisions, l'une commandée par l'ami-

ral Miaoulis pour aller à la rencontre de la flotte égyptienne, qui devait être partie d'Alexandrie; l'autre, sous les ordres du vice-amiral Sachtouris, où se trouvaient les brûlots de Canaris, fut chargée d'observer les mouvemens des Turcs, et d'empêcher le débarquement projeté sur Samos.

Cette île, beaucoup plus importante qu'Ipsara, par sa situation sur la côte d'Asie et par sa nombreuse population, avait toujours son gouvernement particulier. Elle n'était pas comptée dans la fédération hellénique, mais elle était engagée dans la même cause, et avait plus d'une fois opéré des descentes sur la côte d'Asie, d'où ses marins étaient revenus chargés de butin. Ils en avaient même tenté une au commencement de l'année, sur l'île de Chio, de concert avec les Ipsariotes; mais sans succès. Menacés maintenant dans leurs foyers, ils résolurent de se défendre à toute extrémité. Le malheur d'Ipsara redoubla leur énergie. Ils détruisirent toutes les habitations qui pouvaient servir de retranchemens à l'ennemi; ils transportèrent dans les montagnes de l'intérieur leurs femmes, leurs enfans, leurs vieillards, avec des vivres, des munitions et ce qu'ils avaient de plus précieux, et après avoir fortissé les points les plus vulnérables de la côte, ils attendirent les Ottomans, décidés, s'ils ne pouvaient empêcher leur débarquement, à se retirer de poste en poste jusqu'au pied des montagnes, où ils périraient, s'il le fallait, en défendant leurs femmes, leurs enfans et leurs pères.

En effet, le danger était grave, immense, imminent. Trente à quarante mille Barbares de l'Asie-Mineure, déjà réunis à Échelle-Neuve, couverts du sang des malheureux Grecs massacrés sans défense, rugissant de l'envie féroce d'imiter les exploits d'Ipsara, attendaient avec impatience l'ordre de s'embarquer et le signal du pillage. Chosrew-Pacha n'était peut-être pas moins impatient qu'eux, il voulait faire oublier l'échec qu'il venait d'éprouver; mais, soit qu'il attendît la flotte égyptienne, soit qu'il craignît l'escadrille grecque qui l'observait, il fut quelques jours sans rien entreprendre.

Enfin, le 11 août la flotte se mit en mouvement, et s'avança

vers la pointe méridionale de Samos, devant les Colonnes (ruines du temple de Junon), situation récemment fortifiée qu'elle canonna sans succès, tandis que des bâtimens de transport essayaient de débarquer au nord de l'île quatre mille hommes de troupes asiatiques. Alors une division de la flotte grecque tombant au milieu des transports, les attaqua, les mit en désordre, en coula bas deux ou trois, força le reste de se jeter sur la côte d'Asie, et reprit le large à la vue de la flotte ottomane.

Plusieurs jours (du 12 au 17) se passèrent à la suite de cette première tentative de débarquement, en petites affaires ou plutôt en. manœuvres maritimés, où l'artillerie des Turcs ne produisait que peu d'effets, parce qu'elle était mal servie, et parce que la crainte des brûlots dans un canal étroit les tenait toujours à un grand éloignement de la flotte ennemie.

Le 17, à la pointe du jour, le capitan-pacha, fermement résolu d'effectuer la descente depuis long-temps méditée sur Samos, fit avancer son armée navale. Le capitan-bey ou vice-amiral Topal-Pacha, auquel il donna le commandement, se porta sur le canal de Samos, dans l'intention de transporter à travers ce détroit, large d'une demi-lieue tout au plus, l'armée asiatique réunie au pied du mont Mycale, en face de Samos. La flottille grecque, forte de quarante voiles, occupait dans ce canal la partie la plus étroite, lappelée par les Turcs dar bogaz (détroit resserré). Le vent était favorable aux musulmans.

Les Turcs, en approchant les Grecs, n'hésitèrent pas à engager le combat; et l'immobilité avec laquelle ces derniers continuèrent à garder leurs postes augmenta la consiance des équipages musulmans, qui continuaient à s'avancer sur l'ennemi. Tout d'un coup, au milieu de la fumée des canonnades, la flottille grecque commença ses manœuvres, tandis que six brûlots furent successivement dirigés par l'habile Canaris et quelques autres capitaines contre l'ennemi. Trois d'entre eux réussirent complétement; le capitaine Canaris attacha d'abord le sien aux flancs d'une frégate. En quelques instans, le feu gagna la sainte-barbe, qui ne tarda pas à faire explosion. Les ferrures et les effets du vaisseau, sau-

tant avec éclat, tuèrent six cents hommes d'équipage qui se trouvaient à bord, et un grand nombre de troupes de terre campées sur le rivage. La frégate communiqua encore le feu aux bâtimens de transport qui se trouvaient près d'elle, au nombre de quinze à vingt. Ensuite le capitaine Georges Baticiolis détruisit un brick barbaresque, et enfin le capitaine de Spezzia fit sauter une petite frégate de Tripoli, dont le commandant, un des plus habiles marins de Barbarie, parvint à se sauver sur une chaloupe; mais il fut pris vivant par les Grees avant de mettre pied à terre. Les autres capitaines de brûlots n'eurent pas le même bonheur, mais ils avaient montré le même courage. C'est au milieu de la mer, à la voile, en plein jour, sous une grêle de boulets, de mitraille et de balles, qu'ils allaient accrocher leurs brûlots aux flancs des bâtimens ennemis, à côté desquels se perdirent plusieurs chaloupes et vingt-six transports nolisés et conduits par des chrétiens.

A l'aspect de ce désastre, qui coûtait aux Turcs plus de douze cents hommes, trois bâtimens de guerre et une grande quantité de transports, une terreur générale saisit les Asiatiques qui se débandèrent, et le capitan-pacha, n'ayant plus d'espoir d'effectuer son débarquement, quitta, le 20 août, les parages de Samos, et se rendit sans obstacles dans le golfe de Stanko-Cos, où il comptait trouver la flotte d'Égypte qui venait en effet d'arriver dans les eaux de Rhodes.

Cette flotte, annoncée depuis si long-temps, avait enfin fait voile d'Alexandrie le 19 juillet. Elle se composait de 9 frégates, 14 corvettes, 40 bricks et goëlettes, et d'environ 240 bâtimens de transport, la plupart russes, autrichiens, espagnols. (Il s'y trouvait quelques Anglais, mais pas un seul Français.) On faisait monter le nombre des troupes embarquées à bord à dix-huit mille hommes, dont quatre régimens d'Arabes disciplinés à l'européenne par des officiers venus, les uns du corps des Philhellènes d'abord au service des Grecs; les autres de l'Espagne, où ils avaient formé des légions étrangères pendant la guerre contre la France; d'autres encore directement arrivés de France pour offrir leurs services

au pacha-vice-roi... Cette expédition, commandée par son fils Ibrahim, avait, dit-on, pour but principal d'opérer en Morée une descente qui devait être appuyée par les opérations des armées de Dervisch-Pacha, Reschid, Omer-Vrione. On se flattait même de trouver en Morée les chefs militaires mécontens, disposés à rentrer dans l'obéissance et à mettre fin à l'insurrection. En attendant, le commandant de la flotte égyptienne devait jeter quelques renforts à Candie, et se concerter avec le capitan-pacha qui venait le joindre au golfe de Boudroun (Stanko-Cos). Nous reviendrons à leurs opérations, après avoir jeté un coup d'œil sur les autres points de la Grèce...

Au milieu des difficultés qui l'accablaient et des dangers qui le menaçaient, la conduite du gouvernement provisoire des Grecs fut admirable... Quant à sa politique extérieure, on peut consulter la lettre que son secrétaire Rhodios adressa à M. Canning, au sujet du mémoire attribué au cabinet russe, pour un plan d'accommodement avec la Porte-Ottomane. Quant à sa politique intérieure, on a dû la juger dans ses divisions intestines. Plus d'une fois, dans la pénurie de ses finances, ses membres contribuèrent de leur fortune aux dépenses les plus urgentes, à l'équipement de la flotte, à la solde des troupes, à l'entretien des malheureux réfugiés des îles grecques envahies par les Turcs. Dans la juste indignation qu'il avait ressentie de voir des marchands chrétiens fréter leurs batimens pour transporter les hordes, les armes et les munitions des barbares, le gouvernement avait rendu aux Moulins; le (27 mai) 7 juin, une proclamation adressée aux consuls et viceconsuls européens à Constantinople et dans l'Archipel, dans laquelle il déclarait « que les navires de cette espèce ne devaient plus être regardés comme appartenant à une nation neutre, mais envisagés comme ennemis, et que comme tels ils devaient être attaqués, brûlés ou coulés à fond avec leurs équipages, par les bâtimens de la flotte grecque ou par tout autre bâtiment qui les rencontrerait. » Mais cette mesure prise ab irato faillit attirer aux Grecs de fâcheux démêlés. Le gouvernement anglais, en étant informé, ordonna à son commissaire-gouverneur des îles Ioniennes (sir

Frédéric Adams, qui avait succédé à sir T. Maitland) d'en exiger la révocation authentique, et jusqu'à ce qu'elle eût été révoquée, de faire arrêter et enlever tous les bâtimens grecs armés ou non armés, équipés avec ou sans l'autorisation du gouvernement provisoire, etc. Deux frégates anglaises s'étaient portées dans les parages de la Morée pour exécuter cet ordre (6 septembre); mais déjà le gouvernement grec était revenu de sa résolution, et d'après une explication qu'il eut avec le lord haut-commissaire, il révoqua par une résolution spéciale (3-15 septembre), son décret du 27 mai... Peut-être n'était-ce de la part du gouvernement anglais qu'un moyen d'apaiser les soupçons du divan, et d'aplanir les difficultés faites à lord Strangford. Quoi qu'il en soit, telle fut la modération du gouvernement grec, qu'il se contenta alors d'adresser aux puissances de l'Europe une proclamation contre l'infâme cupidité des marchands chrétiens qui violaient la loi de la neutralité en faveur des barbares ennemis de leur religion. Cette modération sit quelque impression sur les cabinets. Les agens anglais témoignèrent dèslors plus d'égards aux Grecs, et reconnurent les blocus faits dans les usages du droit maritime... L'internonce autrichien lui-même écrivit aux consuls et vice-consuls de sa nation pour leur enjoindre expressément d'empêcher des marchés de nolisation qui violaient évidemment la neutralité, et qui pouvaient avoir des suites incalculables (lettre datée de Péra, 9 septembre), ce qui n'arrêta point la cupidité particulière; car les nolisations se renouvelèrent lors de la seconde expédition partie du port d'Alexandrie.

Tout en portant ses soins du côté de la mer, le gouvernement provisoire n'avait pas négligé la défense des provinces continentales; il avait fait aux Grecs en état de porter les armes un appel qui produisit dix à douze mille hommes seulement dans la Morée. Il avait dirigé les levées nouvelles dans l'Attique, en Béotie, aux Thermopyles, dans la Grèce occidentale particulièrement menacée, et au siège de Patras. On s'occupait de la formation de corps réguliers; mais la nécessité de combattre toujours empêchait d'en apprendre l'art.

Jusqu'au milieu de la campagne, les pachas dont la Porte avait

tracé la marche, n'avaient fait rien de glorieux et d'important au succès de ses armes; soit qu'ils fussent mal informés de l'état des affaires de la Grèce, soit qu'ils fussent eux mêmes divisés entre eux, on ne voit dans leurs opérations, ni zèle, ni vigueur, ni accord. Voici un précis des rapports officiels des chroniques grecques, rapports auxquels la critique n'a rien à dire faute d'autres renseignemens.

Le Seraskier, commandant en chef, Derwisch-Pacha, avait pénétré, vers la mi-juillet, sur les frontières septentrionales de la Livadie, à la tête d'une armée d'environ 20 mille hommes. Cette armée était presqu'entièrement composée d'Albanais, Chamides, Guégues et autres; le nombre des Turcs proprement dits était très-peu considérable. Le projet de Derwisch-Pacha était de s'avancer sur Salona pour se porter de là à Lépante; c'est à ce point important qu'il devait faire sa jonction avec Omer-Vrione, qui avait déjà reçu l'ordre de s'y diriger à travers l'Etolie. Après leur jonction, ces deux commandans devaient attendre l'arrivée de l'armée égyptienne à Patras, pour commencer leurs opérations ultérieures contre le Péloponnèse, opérations qu'ils devaient combiner avec celles d'Ibraïm-Pacha, fils du vice-roi d'Egypte.

« Les Grecs connaissaient parfaitement le plan de leur ennemi; c'est particulièrement par les lettres adressées par les commandans de l'armée turque au pacha de l'Egypte, et interceptées par les corsaires grecs, qu'ils avaient été instruits de tous les détails des projets des Turcs, ce qui leur a servi à les mieux déjoner.

« Le 18 juillet, un corps de six mille Albanais, commandé par Abaz-Pacha, Pracho-Prevista et Veli-Aga Graveniti, su mis en avant par Derwisch-Pacha, et vint attaquer, à Musonitza, les avant-postes des Grecs. Trois attaques qu'il dirigea avec beaucoup d'ardeur, lui réussirent parfaitement: il enleva de vive sorce à ces derniers leurs premiers retranchemens; mais une quatrième attaque qu'il entreprit lui sut suneste: les Grecs, déjà rensorcés par le corps de troupes du général Saphacas qui accourut à leur secours, mirent en déroute les musulmans, qu'ils poursuivirent à une longue distance. La perte que l'ennemi épronva dans cette déroute, et surtout dans le combat qui dura six heures, sut très-considérable.

"Le 22, les musulmans, au nombre de douze mille, s'avancèrent de nouveau contre les Grecs. Par leur grande supériorité numérique, ils parvinrent à s'emparer de la position de Musonitza, et à s'avancer jusqu'à Gravia. Les Grecs continuaient encore leur retraite, lorsque le général Macrys, qui occupait une position voisine, vint à leur secours. Ce renfort les mit en état de prendre l'offensive; et hientôt, par une manœuvre habile, ils parvinrent à mettre l'ennemi entre deux feux. En cherchant à se dégager de cette position, les musulmans perdirent heaucoup de monde, et furent poursuivis jusqu'à Nevropolis, à quatre lieues de distance.

« Le 26 juillet, Derwisch-Pacha, fermement résolu à s'ouvrir au passage sur Salona, s'avança à la tête de toutes ses forces. Les Grecs, considérablement renforcés, occupaient la position d'Amplané. Le combat dura plus de neuf heures. Leurs troupes, avantageusement placées, défendirent leurs postes avec une rare valeur. Quoique reponssés à plusieurs reprises, les Albanais, de leur côté, soutenus par leur grande supériorité numérique, revenaient toujours à

la charge. Dans cet état d'indécision, le commandant souliote Kitzos-Tzavellas. petit-fils de l'immortel Photos-Tzavellas, fit sonner de la trompette, s'élanca de ses retranchemens, le sabre à la main, avec deux cents Souliotes, et se jeta au milieu des rangs ennemis, dans lesquels il répandit la terreur et le désordre. Son exemple, suivi par les autres troupes, décida l'affaire; et trois mille Grecs mirent en déroute toute l'armée albanaise, supérieure en nombre; et la poursuivirent pendant le reste de la journée.

« L'épouvante de l'ennemi fut telle, qu'un grand nombre de musulmans, vivement poursuivis, se précipitaient du haut des rochers pour échapper au fer des vainqueurs ; d'autres, coupés dans leur fuite, mettaient bas les armes. La perte des mahométans fut de plus de deux mille hommes, sept drapeaux, toute l'artillerie, les tentes, la musique militaire, et les munitions de Derwisch-Pacha tombèrent au pouvoir des vainqueurs. »

Quoiqu'il faille sans doute un peu rabattre de ces avantages, on ne peut pas en contester les résultats, c'est que Derwisch-Pacha fut obligé de retourner à Larisse pour y chercher des renforts ou prendre une autre voie.

Omer-Vrione devait pénétrer en même temps dans l'Étolie pour joindre Derwisch-Pacha à Lépante. Il avait une cavalerie nombreuse et bien équipée, mais il arrivait (vers la mi-août) après la déroute de Derwisch : il fut obligé de tenir seul la campagne contre l'armée de la Grèce occidentale.

« De son côté, disent encore les bulletins grecs, le directeur-général Mavrocordato prit toutes les mesures nécessaires pour déjouer les projets de l'ennemi : par ses ordres, le général Zongas se porta sur Aëtos, place bâtie sur les ruines de Nevropolis, et qui domine la rivière d'Anape, tandis qu'un détachement de son corps de troupes, commandé par Sérépisos, un de ses officiers, vint défendre la position de Livadion; ce général devait disputer à l'ennemi l'entrée dans l'Acarnanie. Le commandant Hyscos occupa le pas d'Agrapidia sur Macrynoros, dans l'intention d'inquiéter vivement le flanc gauche d'Omer-Pacha , tandis que dans les généraux Rangos et Stournaris devaient agir sur les derrières de l'armée ennemie. Mavrocordato lui-même établit son camp à Ligovitzi, d'où il pouvait diriger avantageusement les mouvemens de ces divers corps de troupes.

« Le 17 août, un corps de troupes albanaises; au nombre d'environ deux mille hommes, s'étant répandu dans la plaine d'Ambracia avec peu de précaution, les nôtres firent avancer quelques guérillas qui lui enlevèrent plusieurs chevaux qu'ils surprirent. L'ennemi marcha alors avec fureur sur Agrapidia; le général Hyscos le reçut de pied ferme, et après un combat très-court il le re-

poussa avec perte.

« Le 18 août, Omer-Pacha avait abandonné ses positions pour se retirer sur le rivage de Kentrômata. Il espérait qu'après nous avoir inspiré une confiance aveugle, il pourrait surprendre facilement la position d'Aëtos; mais lorsque, le 20, il reparut dans les environs, il trouva le commandant Zongas dans un ordre parfait. En même temps, informé de sa marche, Mavrocordato accournt, avec les troupes du général Macrys, au secours d'Aëtos. A leur approche, GRÈCE. 427

Omer-Pacha abandonna cette place, et se porta sur le village des Papadatès, où il opéra quelques manœuvres pour arrêter le mouvement des nôtres; mais il n'osa point s'avancer contre eux.

- « Après beaucoup de marches et de contre-marches inutiles, le 25 août, Omer-Pacha battit en retraite vers Laspi. Attaqué à Mavrylla par les nôtres, il perdit beaucoup de monde, et regagna précipitamment ses premières positions de Carvassara.
- « Sur ces entresaites, le général Rangos pénétra sur le territoire eunemi, battit et dispersa deux corps de troupes albanaises, prit possession des contrées situées sur les monts Chiméra, et s'empara des magasins que l'ennemi avait sormés en grand nombre dans ce pays. »

Il espérait réduire toute la province d'Arta; on le voit par une proclamation qu'il adressait le 1-12 septembre aux beys et aux agas, en leur annonçant les revers que les Tures venaient d'éprouver sur terre et sur mer. Mais il ne put pousser ses conquêtes plus loin, et en résultat, les parties belligérantes se retrouvèrent de ce côté, après quelques autres actions peu décisives, dans la même situation qu'à l'ouverture de la campagne. Omer-Vrione n'évacua sa position de Carvassara qu'au mois de novembre.

Dans la Grèce orientale, un corps turc de trois à quatre mille hommes, sorti de Nègrepont, en grande partie, occupait l'Attique et avait forcé le général Goura, lieutenant d'Odyssée, à se renfermer dans l'acropolis d'Athènes. Ce général avait fait, vers la mijuillet, du côté de Marathon, une sortie heureuse qu'il comparait, dans son rapport, à la célèbre bataille de ce nom, qui délivra la Grèce des Barbares. Il prétendait avoir battu avec ses trois cents Grecs quatre mille Turcs, et en avoir tué la moitié. C'est assez pour sa gloire. Mais les Turcs continuèrent à occuper le pays encore plus d'un mois.

Malgré ses revers, Derwisch-Pacha, qui était rentré en Thessalie, pressé par les ordres réitérés du sultan, sit encore, vers la fin d'août, à l'aide des renforts qu'il venait de recevoir, une tentative pour pénétrer en Béotie par les Thermopyles; son intention était de se porter vers l'Attique pour soutenir le corps d'armée qui s'y maintenait encore.

Deux sois l'armée de Derwisch-Pacha, sorte de quinze mille hommes, avait été repoussée par les Grecs au pas de Phontana sur les Thermopyles, lorsqu'un détachement turc ayant gagné un sentier difficile sur les hauteurs d'OEta, allait tourner l'ennemi pour le mettre entre deux feux; par un bonheur assez rare, un renfort d'environ deux mille Grecs, qui s'y dirigeait à marches forcées, surprit le détachement turc sur le village d'Amplané, et le détruisit entièrement.

L'apparition soudaine de ce renfort qui, après cet avautage, accourut sur le passage des Thermopyles, y décida encore l'affaire générale: les musulmans furent bientôt mis en déroute complète; quatorze drapeaux et toute l'artillerie turque tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Poursuivi jusqu'au mont Goura, Derwisch-Pacha perdit ses meilleures troupes dans cette défaite, et regagna Larisse en toute hâte. (... septembre.)

Vers la même époque, le général Odyssée, arrivé avec des renforts du Péloponnèse, attaqua le corps d'armée turc sorti de Nègrepont, le culbuta, et le força à chercher son salut dans la place de Nègrepont.

Ainsi tout succédait aux Grecs qui furent encore servis dans la partie occidentale par la défection de quelques chefs albanais, et obtinrent de nouveaux avantages du côté de Salone.

Cependant la campagne maritime n'était pas terminée. Le capitan-pacha n'avait pas abandonné ses projets sur Samos. Il venait (4 septembre) de réunir sa flotte à celle d'Égypte, dans le golfe de Bodroun, où il concertait ses opérations avec Ibrahim-pacha; il y ent du 5 au 9, entre la flotte combinée et celle des Grecs, qui l'avait suivie, des engagemens sans résultat décisif; le 10, on en vint à une action qui dura tout le jour, et sut très-opiniâtre. C'est peut-être la première de toute cette guerre qui, d'après les idées européennes, mérite le nom de combat naval. La flotte turco-égyptienne se dirigeait vers Naxos, lorsque les bâtimens grecs se portèrent à sa rencontre. Comme ils étaient bien insérieurs en nombre, les Turcs essayèrent de les déborder avec la première ligne de leurs gros vaisseaux; la canonnade s'engagea, la flotte turco-égyptienne tira plus de dix mille coups de canon qui coulèrent bas dix à douze bâtimens grecs, mais l'artillerie de ceux-ci, beaucoup mieux servie, fit plus d'effet sur les vaisseaux ennemis: au milieu de cette canonnade, un des brûlots, dirigé par l'intrépide Canaris, embrasa une frégate égyptienne, l'Africaine, de cinquante-quatre canons, un brick eut le même sort, et la flotte ottomane finit par se dérober au combat. Les jours suivans, une tempête violente sépara les deux flottes qui se joignirent de nouveau le 21 septembre dans les eaux de Chio, d'où les Turcs, encore épouvantés par les brûlots, se réfugièrent à Mitylène, en renonçant au but de leur expédition, après avoir perdu plusieurs bâtimens de transport.

Ce fut de là que le capitan-pacha partit pour Constàntinople avec quinze voiles de toute grandeur, et laissa le reste de sa flotte à Ibrahim-pacha qui, après avoir tenu quelque temps la station de Mitylène, retourna, non sans essuyer de nouvelles pertes, dans le golfe de Boudroun. Là, cette flotte se composait encore de cinquante à soixante bâtimens de guerre, dont deux de soixante canons, l'Isama, monté par Ibrahim-Pacha, et la Diana, qui portait le pavillon d'Ismaïl-Gibraltar, huit frégates de quarante à quarante-quatre canons, treize corvettes, trente bricks ou goëlettes, et de deux cents transports.

Avec ces forces, bien supérieures à celles des Grecs, Ibrahim semblait craindre de reprendre l'offensive, et vouloir se borner à ravitailler les îles, et sur-tout celle de Candie, que son père s'était habitué à regarder comme partie intégrante de sa vice-royauté. Il fut atteint le 25 novembre à la hauteur de cette île par l'amiral Miaoulis, qui l'attaqua sans consulter l'inégalité de ses bâtimens, avec son intrépidité ordinaire. Ibrahim ayant encore perdu dans cette rencontre une belle frégate qui fût la proie des flammes, dix à douze bâtimens de guerre, et quinze transports, se retira avec le reste de la flotte du coté de Rhodes, attendant pour son armée décimée par la guerre et la peste qui n'avait cessé de régner à son bord, des renforts qui la mirent bientôt en état de reprendre l'offensive. On en dira l'année prochaine les résultats.

L'amiral Miaoulis-Vocos, à la suite de cette victoire, dont les bulletins grecs ont sans doute exagéré l'importance, envoya à Nauplie douze grands bâtimens de transport portant deux à trois mille

soldats nègres disciplinés à l'européenne, quatre cents chevaux arabes, et une telle quantité de denrées, riz et café, destinés à l'approvisionnement de Candie, que les prix éprouvèrent une baisse considérable.

Cette victoire après laquelle il n'y a rien de mémorable à rapporter, fut célébrée dans toute la Grèce et surtout dans la Morée, par des salves d'artillerie et des réjouissances, comme l'issue d'une des plus glorieuses campagnes que les Grecs eussent encore faites. Il faut ajouter à la gloire du gouvernement qu'il ordonna de rendre à leurs propriétaires les bâtimens de transport qui avaient été saisis dans l'action, bien qu'ils y eussent pris part.

Pendant que les capitaines et les amiraux grecs se couvraient de gloire, la faction militaire relevait dans la Morée l'étendard de la guerre civile.

A la veille des élections qui devaient commencer la troisième période du gouvernement, le président nominal du sénat, Mavrocordoto, avait envoyé sa démission; les fonctions du conseil exécutif allaient finir; Colocotroni et ses partisans attendaient avec impatience l'époque des élections pour se ressaisir du pouvoir. Mais malgré les manœuvres et les efforts de leur parti, le choix des électeurs tomba en grande majorité sur les députés de la session précédente, qui s'étaient réunis à Cranidi, et qui, par une conséquence nécessaire de leur conduite et de leurs engagemens politiques antécédens, remirent le pouvoir exécutif dans les mêmes mains (1). Ils nommèrent M. Panuzzo Notara président du corps législatif, et l'archevêque Vristène ou Bristhène Theodorito, vice-président.

Une proclamation publiée, le 10-22 octobre, au nom du corps législatif et du conseil exécutif, annonce ces choix à la nation, en promettant aux Hellènes de prendre pour base de leurs délibérations et deleur conduite, la loi fondamentale et l'indépendance, mais

⁽¹⁾ Le conseil exécutif fut composé ainsi qu'il suit: G. Conduriottis, président; P. Botassi, vice-président; Assimachi-Fotilla, Anagnosti-Spiliotacchi et Jean Coletti.

aussi en leur recommandant le respect des lois, et en invoquant pour la Grèce l'affection des souverains chrétiens, etc.

Le gouvernement allait reprendre ses opérations projetées, la répartition de la conscription générale ordonnée pour remplir les cadres de l'armée régulière que l'on commençait à former, et leur répartition dans les provinces, où l'on voulait porter le théâtre de la guerre. On devait envoyer une expédition dans l'île de Candie, et crécr un quatrième corps d'armée pour agir vigoureusement dans l'Enbée (Nègrepont), dont le territoire avait été promis aux réfugiés d'Ipsara (1). On mettait ordre aux finances, on s'occupait de créer des établissemens d'instruction publique à Athènes et à Argos, lorsque deux événemens vinrent suspendre ces opérations. D'abord la peste se déclara dans Nauplie; Manuel Tombazis, ancien gouverneur de Crète et le vice-président Botassi, en furent les premières victimes. Le président lui-même, G. Conduriottis, en étant menacé, demanda et obtint un congé pour conduire sa famille à Hydra, et respirer lui-même l'air natal. Il y était depuis quelques semaines; la contagion commençait même à s'affaiblir à Nauplie, lorsqu'éclata un fléau plus dangereux que la peste pour la Grèce, c'est-à-dire une guerre civile.

Comme nous l'avons dit, les élections toutes favorables au parti des primats et de la démocratie, et la composition du conseil exécutif qui s'en était suivie n'avaient pas rempli les vues du parti militaire. Colocotroni surtout s'en expliquait hautement, et protestait contre la nomination de trois membres du conseil (Conduriottis, Botassi et Coletti), alléguant avec une espèce de raison la disposition de la constitution Grecque, en vertu de laquelle aucun individu ne pouvait faire partie du conseil exécutif plus d'un an. Cette protestation colportée dans l'armée et dans les provinces y avait excité des divisions qui éclatèrent en révolte pendant le séjour de Conduriottis à Hydra. Tout à coup des généraux, Canellas, Papaganopoulo, André, Londos et Notarapoulos, employés au

⁽¹⁾ Un décret postérieur leur a donné le canton et le port de Pirée près d'Athènes.

siége de Patras, le quittent sans ordre, dispersent les troupes qu'ils ne peuvent séduire, et vont se joindre à Colocotroni (Panos), qui venait de se déclarer contre le conseil exécutif du côté de Tripolizza. En peu de jours la campagne se trouva couverte et avagée par leur partisans.

Au premier bruit de ce mouvement (15 novembre), le président du conseil, Conduriottis, avait publié une proclamation datée d'Hydra, adressée au peuple de la Morée et de toute la Grèce, pour coopérer avec le gouvernement à extirper la raison des nouvelles discussions: il se rendit quelques jours après à Nauplie (26-9) où il fut reçu avec des témoignages de dévouement à la cause publique, et il prit des mesures décisives pour comprimer sans délai la révolte. Les généraux Gouras, Tassos et d'autres employés dans l'Attique et dans la Livadie où les Turcs n'étaient plus à craindre, furent appelés à Corinthe avec leurs troupes, dont la direction fut confiée à J. Coletti, l'un des membres du conseil exécutif. Les généraux Hatz, Christos et Mavrogenie eurent ordre de se porter sans délai sur Tripolizza occupé par Colocotroni. La guerre ne fut pas longue.

Du côté de Saint-Georges, position fortifiée par des forts, où les rebelles s'étaient réunis au nombre de 800, sous le commandement de Notaropoulos et Nicolas Stamatopoulos; le résultat de la première action (2 décembre) fut indécis. Mais on fit venir du canon; la position fut forcée, et les rebelles mirent bas les armes. Du côté de Tripolizza où Colocotroni avait réuni un corps composé prinpalement de Maniotes, il y cut à Brysaki (30 novembre) une petite action dans laquelle les deux tiers des Maniotes se débaudèrent, les autres furent poursuivis chaudement. Un de leurs gégéraux, Nicolas Déli-jani y fut blessé et perdit tout son bagage. Cependant ils parvinrent à gagner le Mont-Parihénien, dont le général Hatgy Christos força le passage. Panos Colocotroni s'était retiré dans l'Arcadie et voulait y tenir : mais dans un combat qui s'engagea près de Patras il sut tué à la première décharge avec soixante hommes de son corps qui se dispersa ensuite dans toutes les directions.

Colocotroni avait juré de venger la mort de son fils; mais ses partisans l'abandonnaient de tous côtés. Le dernier corps qui s'était jeté dans la province de Vostizza sous Londo, poursuivi par les troupes venues de Corinthe, s'était dissous (6 décembre). Colocotroni sans espérance offrit lui-même sa soumission. Elle fut acceptée parce qu'on voulut bien mettre sa faute sur le compte de ses compagnons (Deli-Jani, Londos et Zaïmis); parce qu'il semblait assez puni dans la personne de son fils, et pour ne pas donner le scandale d'avoir à poursuivre criminellement un homme qui avait rendu tant de services à la cause de la Grèce.

Mavro Michale qui n'avait point paru dans ces troubles, qui s'était même justifié relativement à la correspondance qu'il avait été accusé d'entretenir avec le pacha d'Égypte, fut déclaré innocent sur un rapport du ministre de l'intérieur et de la police.

Quant aux autres instigateurs ou chess de l'insurrection, les uns se cachèrent, les autres cherchèrent un asile dans les îles Ioniennes; la plupart furent ensuite saisis ou se rendirent d'eux-mêmes et furent conduits à Hydra, au monastère de Saint-Hélie, en attendant leur jugement qui devait être prononcé par une commission, espèce de haute cour, choisie dans le sein du sénat; procès où Odyssée, Colocotroni et d'autres chess importans étaient impliqués et dont on verra l'année prochaine le dénouement.

Alors le conseil exécutif où il s'était fait encore dans ces troubles quelques changemens, jouissant de la plénitude de son pouvoir, put prendre des mesures de police et de discipline jugées nécessaires au salut de la Grèce. Il avait déjà rendu et fit exécuter sévèrement un décret très-remarquable pour contenir les militaires, depuis les généraux en chef jusqu'aux officiers des grades inférieurs dans la soumission la plus stricte aux ordres du gouvernement. Tous ceux qui abandonnaient leur poste sans autorisation de leurs chefs étaient réputés indignes d'occuper aucune place. Quiconque leverait des soldats sans autorisation du gouvernement serait déclaré perturbateur du bon ordre et fléau de la société. Et tout soldat qui suivrait un chef ou autre personne non autorisée par le gouvernement, ne pourrait réclamer ni solde ni ration. Enfin,

aucun homme de couleur (on ne sait à quel fait cet article se rapporte), revêtu d'une autorité civile ou militaire, ne pouvait se présenter dans le lieu où siége le gouvernement, sans une autorisation du gouvernement lui-même.

Ainsi raffermi dans l'exercice de son autorité, le conseil exécutif fit une nouvelle organisation de l'armée. Mavro Cordato fut laissé dans la Grèce occidentale avec un pouvoir presque absolu; mais dont il n'avait usé que pour la défense et le bien du pays; Gouras en Attique; Diamantis à Nègrepont, où l'on résolut de pousser les opérations avec vigueur. On reprit le siége des forts de Patras, de Coron et de Modon, dont la reddition toujours annoncée ne se réalisait pas. On fit de nouvelles levées, et tout se prépara pour repousser l'expédition égyptienne dont le Peloponèse était toujours menacé.

gent réciproquement à ne pas vendre, ui laisser vendre aux indigènes par leurs citoyens et sujets respectifs, ni par aucun individu qui se trouverait sous leur autorité. Il est également stipulé que cette restriction ne pourra jamais servir de prétexte, ni être alléguée dans aucun cas pour autoriser, soit la visite ou la détention des vaisseaux, soit la saisie de la marchaudise, soit enfin des mesures quelconque de contraintes envers les armateurs ou les équipages qui feraient ce commerce, les hautes pnissances contractantes s'étant réciproquement réserve de statuer sur les peines à encourir et d'infliger les amendes encourues en cas de contravention à cet article par leurs citoyens on sujets respectifs

Art. 6. Lorsque cette convension aura été dûment ratifiée par le président des États-Unis et du consentement du sénat, d'une part, et de l'autre, par S. M. l'empereur de toutes les Russies, les ratifications en seront échaugées à Washingtou dans le délai de dix mois de la date ci-dessous, ou plus tôt si faire se peut. En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont fait apposer le sceau de leurs armes.

Fait à Saint-Petersbourg, le 17 (5) avril de l'an de grâce mil huit cent vingtquatre.

> Signé: Le comte CHARLES DE NESSELRODE. PIERRE DE POLETICA. HENRY MIDDLETON.

. · . Les ratifications out été échangées le ... janvier 1825, aux termes de la convention.

AFFAIRES DE LA GRÈCE.

EXTRAIT d'un mémoire du cabinet de Pétersbourg, sur la pacification de la Grèce, expédié dans le courant de l'année 1824 (1).

L'empereur, à la suite des efforts pour étouffer dans le midi de l'Europe les semences du désordre qui y avaient fait de si dangereux progrès, croit le moment venu de s'occuper des moyens de pacifier le Levant.

Il devient nécessaire de mettre un terme aux troubles qui agitent la Grèce: ils entraînent un résultat funeste pour le commerce de la Russie dans le Levant, en paralysant l'industrie d'une grande partie des provinces de l'empire russe; l'empereur a fait à l'amour de la paix et au désir de consolider les nœuds qui l'attachent à ses alliés d'immenses sacrifices. Grace à l'habileté de lord Strangford, la Porte a consenti à satisfaire aux justes demandes de la Russie. Dès-lors l'empereur a fait partir le conseiller d'Etat, Mintziaky pour Constantinople. S'il n'a point envoyé d'ambassadeur, comme il l'avait annoncé à Czernowitz, c'est que les plus fortes considérations s'y sont opposées. Les Turcs ne manqueraient pas de regarder le présence d'un ambassadeur comme une victoire décisive sur les Grecs; et cependant, si la lutte continuait, qu'arriverait-il? en cas de succès de la part des Grecs, l'ambassadeur russe ne manquerait pas d'être l'objet de tous les soupçons du Divan; on lui supposerait des intelligences avec les révoltés, sa position deviendrait la même que celle du baron Strogonoff à l'époque de l'entreprise criminelle des princes Ypsilanti: les protestations de cet ambassadeur ne furent point écoutées, et il fut obligé de quitter Constantinople. En cas de triomphe des Turcs, comment cet ambassadeur russe pourrait-il rester spectateur des horreurs et des cruautés auxquelles un peuple barbare ne manquerait pas de se livrer? Sa présence donnerait lieu de calomnier les sentimens de l'empereur, de lui supposer l'intention de replacer les Grecs sous un pouvoir anarchique et barbare, et de ranger sur la même ligne les mahométans et les chré-

D'un autre côté, il est essentiel que les puissances qui sont parvenues à comprimer les révolutionnaires dans les deux péningules éviteut de voir la cause des Grecs'se renforcer par l'affluence de tous les révolutionnaires des contrées où l'ordre a été rétabli.

Ce ne sera que par une prompte coopération des ailiés qu'il sera possible de prévenir une plus longue suite de calamités, et d'arrêter l'effusion du saug

⁽¹⁾ Nous donnons cette pièce (publice dans une feuille du Nord) sans en garantir l'authenticité, uniquement pour servir à l'intelligence des deux pièces qui suivent....

qui à dejà coule pendant trois campagues.

Suivant toutes les probabilités, la quatrième n'amènera pas des résultats plus décisifs.

La Porte, toujours pleine de l'orgueil de ses anciennes victoires, veut arriver à une souveraineté absolue : les Grecs. aguerris par trois années de résistance et de succès, visent à une indépendance absolue. La solution du problème doit se trouver entre ces deux extrêmes.

Le cabinet de Russie propose les moyens de pacification suivans, comme un juste milieu entre des prétentions exagérées et opposées, qui paraissent assurer aux Grees des garanties devenues nécessaires, aux Tures des avantages utiles et réels, au lieu d'une souveraineté sujette à être méconnue et attaquée.

On pense donc, d'après des exemples qui appartiennent à la Torquie ellemême, que l'on pourrait établir trois principautés en terre ferme.

La première, composée de la Thessalie, de la Béotie et de l'Attique, ou la Grèce orientale ;

La seconde, de l'ancien littoral vénitien, abstraction faite de ce qui appartient à l'Autriche; de l'Epire et de l'Acarnanie, ou la Grèce occidentale;

La troisième, de la Morée, à laquelle on pourrait joindre l'île de Candie, ou la Grèce méridionale.

Les îles seraient sonmises au régime municipal, et gouvernées à peu près comme elles l'ont été jusqu'à présent.

En 1465, les Tures, ayant conquis la Valachie, y établirent des princes soumis à la suzeraineté du Divan, avec le privilége de ne point recevoir les troupes ottomanes.

En 1536, Soliman Ier accorda les mêmes priviléges à la Moldavie, après l'avoir vaincue. Postérieurement, ces priviléges ont été modifiés, éteudus, et placés sous la garantie de la Russie.

En 1774, Mustapha III a voulu établir une principauté en Morée; malheureusement il mourut dans la même année, et le projet fut abandonné.

On objectera peut-être que la Porte s'est toujours montrée extrêmement contraire à toute intervention étrangère dans le cours des dernières négociations. Cependant les annales des époques antérieures fournissent aussi des exemples d'une intervention étrangère admise par

le Divan. En 1774, à la paix de Kainardgi; en 1779 et en 1802, l'intervention de la Russie et de la Prusse a été admise.

La Russie pense que les Grecs ne peuvent raisonnablement porter plus loin leurs espérances. Ils jouiraient d'une liberté et d'une franchise absolue de commerce et auraient leur propre 'pavillon.

Le patriarche grec qui continuerait de résider à Constantinople y serait en quelque sorte le représentant de la nation.

Les Turcs conserveraient garnison dans quelques forteresses, avec un rayon au-delà duquel ils ne pourraient s'étendre.

Il n'y aurait d'ailleurs ni pacha ni gouverneur, mais chacune des principautés paierait un tribut proportionné à son étendue et à sa richesse.

Les règlemeus relatifs à l'organisation intérieure deviendraient l'objet d'une seconde négociation entre les puis-

La Porte, de sou côté, aurait un véritable avantage à négocier. Une quatrième campague n'aura vraisemblablement pas plus de succès pour elle que les précédentes, et l'arrangement proposé lui assurerait la paix et la tranquillité, et des revenus réguliers provenant des tributs des diverses principautés.

Jusqu'a présent les pachas rebelles troublaient à chaque instant son repos et gardaient pour eux-mêmes des trésors qu'ils arrachaient au peuple; ces révoltes ou soulèvemens des pachas amhitien'x et avides cesseraient.

Mahomet II a accordé aux îles d'être simples tributaires. Ce mode aurait d'ailleurs pour les alliés l'avantage qu'ils pourraient garantir ce mode d'affranchissement de la Grèce, sans dévier des principes qui font la base de leur politique, et sans avoir l'apparence de vouloir favoriser des projets d'une indépendance absolue.

La Russie propose donc, 1ºd'approuver les avis énoncés dans ce mémoire;

2º De convenir que des instructions analogues seront adressées aux ambassadeurs et ministres alliées à Constanti-

3º De laisser à ces ministres toute la latitude nécessaire ;

4º De convenir que l'on pourrait communiquer successivement toutes les parties du plan de pacification proposé par l'alliance:

5º D'informer les ministres qu'ils rempliront le désir des alliés en faisant adopter par la Porte le principe d'une intervention;

6° Il faudrait représenter à la Porte, que la création de trois principautés diminuerait l'intensité des forces de la Grèce; et que, comme la Porte aurait la nomination des hospodars, princes ou autres, elle s'attacherait par-là les familles les plus importantes parmi les Grecs.

Lettre de M. Rodios, au nom du gouvernernement pròvisoire de la Grèce, à M. Canning, secrétaire d'état de S. M. B., datée de Napoli de Romanie, 12f24 août 1824.

« Excellence,

" Depuis quatre ans les Grecs, ayant mis toutes leurs espérances dans la Providence divine, défendent avec succès la terre de leurs pères. Je dis qu'ils défendent la terre, car ils s'embarrassent peu des villes, des villages, des maisons et des propriétés particulières. Cela est assez prouvé dans les diverses invasions de l'ennemi, dans lesquelles les Grecs out sacrifié avec autant de courage que de générosité ce qu'ils àvaient de plus précieux et de plus cher; ils ont preféré la liberté sous leurs tentes, dans leurs vallées ou sur les sommets de leurs monts, à de brillantes habitations dans l'esclavage. Cette circonstance, remarquable dans la guerre désensive des Grees, ne doit-elle pas inspirer à tontes les ames chrétiennes la conviction que le Grecs, entrés dans la carrière des combats pour reconquérir leurs droits en secouant un joug insupportable, n'ont pour objet que d'affranchir leur religion, leur patrie, leurs temples saints, les tombeaux de leurs ancêtres, leurs femmes et leurs enfans, et qu'ils sont étraugers aux opinions politiques qui ont agité l'Europe?

« Dirigés par ces principes dans la lutte qu'ils soutiennent, ils n'ont pas manqué de s'adresser, à leurs frères de la chrétienté, en réclamant leur sympathie, et d'écsire officiellement aux monarques du congrès de Vienne, en les suppliant de protéger l'humanité outragée. Mais la politique européenne, adoptant une manière de voir différente sur les principes de notre cause, et étant bien loin de connaître exactement la dynastie ottomane, n'a voulu ni ajouter foi aux écrits des Grees, ni entendre seulement leurs soupirs et leurs plaintes, et ne s'est décidée qu'à une vaine neutralité, qui a quelquefois été fatale aux Grees.

« N'avant point réussi dans le but de leurs réclamations publiques, les Grecs ont dû se dévouer avec confiance à leur cause sacrée, et laisser au temps à mettre leurs motifs et leurs principes en évidence. Le gouvernement continua, en effet, ce système de silence, et il y aurait persisté, si une note émanée du nord de l'Europe ne l'avait obligé à rompre le silence. Cette note a pour objet la Grèce, et décide de son sort au gré d'une volonté qui lui est étrangère. Il est difficile d'imaginer qu'une note aussi injuste et aussi cruelle soit sortie d'une cour telle que la cour de Russie. Cependant les Grees ne peuvent se dissimuler l'existence de cette note; et, dans ces circonstances, la nation grecque et son gouvernement, dont j'ai l'honneur d'être l'organe pour adresser son hommage à S. M. B., par l'intermédiaire de V. Exc., déclarent solennellement qu'ils préférent une mort glorieuse au sort honteux qu'on prétend leur faire subir. On ne peut croire que S. M. B., qui a montré des principes philanthropiques envers les peuples de l'Amérique du Sud, permette que les Grees soient exclus comme indignes de la liste de nations civilisées, et livrés à la merci des uns ou des autres, saus avoir le droit de se constituer comme nation.

« Les Grecs se trouvent certes dans une situation meilleure que l'Amérique du Sud. Ils ont marqué du sceau de l'ignominie la faiblesse turque; ils ont prouvé qu'ils étaient dignes d'être libres. Ils ne combattent pas contre une métropole, mais contre une nation étrangère qui usurpait leur sol et traitait ses fils en esclaves. Les Grecs ont secoué le joug des Barbares au grand étonnement de toutes les nations; ils ont entrepris la guerre sans aucun moyen, bieu persuadés qu'ils n'obtiendraient l'indépendance qu'à force de sacrifices; ils ont conquis des forteresses, des villes et un grand nombre de points qui étaient au pouvoir de leur farouche despote. Dans plusieurs rencontres, ils ont battu, avec des petits bâtimens marchands, l'innombrable flotte turque; ils ont établi des lois conformes aux lois des nations civilisées, ils ont formé un gouvernement, et se sonmettent à ses ordres. Peut-on douter amourd'hui que les

S. M. B. observera sans doute que la Grèce, devenue libre, contribuera, autant par l'esprit de son peuple que par sa position, aux intérêts de la Grande-Bretagne. Le commerce est l'âme des nations civilisées : et ce commerce, où peut-il exister avec plus d'avantage que dans la Grèce? Quelle plus forte barrière l'Augleterre peut-elle trouver contre l'accroissement d'un immense pouvoir européeu? Quel point plus favorable pour maintenir la balance de l'Europe que ces boulevards naturels au milleu desquels la Grèce se trouve placée? Ce sont des vérités incontestables, et que le temps développera... D'après tous ces motifs, la Grèce a le droit moralement et politiquement d'espérer toute espèce de secours et de protection de la philanthropique nation auglaise, et surtout de S. M. B., dout les sentimens honorables sont si bien connus.

« Il ne peut plus être mis en doute si l'independance de la Grèce est d'accord avec les intérêts des nations européennes; c'est d'après ce puissant motif que la nation grecque espère qu'elle ne sera pas dépouillée de ses droits sacrés, et que la nation anglaise, dont le poids dans la balance politique est si généralement reconnu, ne reste pas indifférente et ne voit pas sans émotion l'humanité si injustement et si indignement opprimée.

« Jai donc l'honneur d'être, etc.

« Signé P. J. Rodios; sccrétaire-général. »

Réponse de M. Canning au s'ecrétairegénéral du gouvernement provisoire de

Londres, 1er décembre 1824.

« La lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, sous la date du 24 août, ne m'est parvenue que le 4 novembre. Elle contient des observations du gouvernement provisoire de la Grèce sur un document qui a été présenté dans les gazettes européennes comme un plan émané du cabinet de Pétersbourg pour le rétablissement de la paix dans la Grèce. Il est hors de doute que cette publication a en lieu sans aucune autorisation. Je suis hors d'état, soit d'affirmer, soit de nier qu'elle soit tirée d'une source authentique. Toutefois l'opinion du gouvernement britannique est que tout plan pour le rétablissement de la paix dans l'Orient, qui sérait réellement émané du cabinet de

Grecs ne soient dignes de l'indépendance? Pétersbourg, ne pourrait être concu que dans des intentions amicales pour les Grees; que par conséquent un plan semblable ne pourrait avoir le but, soit de preserire des lois aux Grees, soit d'en' imposer au gouvernement ottoman; et que S. M. I. Russe, qu'elles que fussent ses vues, regarderait comme convenable de soumettre tout plan de cette espèce aux autres puissances, ses alliées, avant d'en faire l'objet d'une proposition aux parties belligérantes.

> « L'Empereur de Russie avait, en effet, communiqué aux cours alliées le projet de proposer en même temps à la Porte et au gouvernement gree, provisoire une suspension des hostilités, afin de gaguer du temps pour une intervention amicale. Le gouvernement britannique ne se serait pas refusé a prendre part à ce plan s'il avait été aunoncé dans un moment convenable. On ne doit pas négliger d'observer que le document qui a excité l'indignation du gouvernement gree avait provoqué le même sentiment dans le Divan. Pendant que les Grecs manifestent une horreur invincible pour toute convention qui ne reconnaîtrait pas leur indépendance nationale; le Divan repousse fonte espèce de réconciliation qui ne rétablirait pas sa souveraineté sur la Grèce. Dans ces dispositions des parties, il reste sans donte peu d'espérance pour une médiation acceptable et efficace.

« Si, avant que ces dispositions eussent été poussées à l'extrême, à l'époque où les chances de la guerre paraissaient fournir aux deux parties plus d'un'motif raisonnable pour s'arranger à l'amiable; la Russie cut proposé une semblable convention, certes on n'aurait pu lui eu faire un reproche, ni blâmer ceux qui auraient été disposés à prendre ce projet en considération. Le document, considéré comme un mémoire russe, contient les élémens (probablement encore sans forme positive) d'une pacification qui àurait été propre à être communiquée aux parties belligérantes. Si la souveraineté des Turcs ne pouvait pas être absolument rétablie, ni l'indépendance des Grecs absolument reconnue (extrêmes incompatibles avec une médiation), si les médiateurs ne pouvaient se prononcer sans se constituer parties dans l'affaire, il ne restait d'autre ressource que de modifier d'une certaine manière, et jusqu'à un certain pointe tant la souveraincté de la Porte que l'indépendance des Grees; la forme et le

degré de cette modification semblaient être les seules questions à examiner. Chacune des deux parties pouvait saus doute dès lors, par ses protestations, faire échouer tout arrangement, quelque raisonnables, quelque impartiales qu'en fussent la base et l'application. Mais à présent nous savons que les deux parties sont également résolues à repousser toute réconciliation qu'on pourrait imaginer. Il nous est donc absolument interdit dans le moment actuel de nourrir aucun espoir d'une médiation heurense.

« A l'égard de la partie de votre lettre où vous engagez le gouvernement britannique à appuyer les Grecs dans leur guerre d'indépendance, et où vous comparez leurs mérites et leurs titres à être secourus avec ceux des provinces de l'Amérique espagnole, qui se sont détachées de la métropole, je dois vous faire observer que, dans la lutte entre l'Espagne et les provinces américaines, la Grande-Bretagne a déclaré et observé une stricte neutralité. La même neutralité a été observée dans la guerre qui ravage actuellement la Grèce. Les droits des Grecs comme partie belligérante ont été invariablement respectés; et, si, dans une occasion récente, le gouvernement britannique a été forcé de réprimer quelques excès qui avaient accompagué l'exercice de ces droits, nous espérons qu'une semblable nécessité ne se reproduira pas. Le gouvernement provisoire de la Grèce peut compter sur la durée de cette neutralité : il peut aussi être assuré que la Grande-Bretagne ne participera à aucune tentative (si jamais il pouvait en être question) pour le forcer à accepter un plan de pacification contraire à ses vœux. Mais, si les Grees, plus tôt ou plus tard, jugeaient convenablé de demander notre médiation, nous l'offririons en même temps à la Porte; et en cas qu'elle l'acceptat, nous ne negligerious rien pour la rendre efficace, de concert avec d'antres puissances dont la coopération pourrait faciliter la conclusion d'un arrangement et en garantir la durée.

« C'est, d'après notre opinion, tout te qu'on peut raisonnablement demander des ministres britanniques. Ils n'ont pas à se reprocher d'avoir excité les Grees, médiatement ou immédiatement, à commencer leur entreprise, ni d'avoir ensuite d'aucune manière, arrêté leurs progrès. Liés avec la Porte par les relations amicales subsistantes, liés par d'anciens traités que la Porte n'a pas violés, on ne peut attendre de nous que nous prenions part à une guerre que la Porte n'a pas provoquée, et qui ne nous regarde pas.

"I'espère, Monsieur, que ce que je viens d'avoir l'honneur de vous adresser, écartera toute espèce de reproche ou de soupçon que l'erreur ou l'intrigue auraient fait naître au sujet des sentimens du gouvernement britannique envers la Crèce. Vous y verrez la preuve de la pureté de nos intentions et de la franchise avec la quelle nous sommes toujours prêts à les avouer.

« J'ai l'honneur d'être, etc. etc. « Signé Canning. »

Note Remise; le 9 avril 1824, par le grand-visir Ghalib-pacha à M. Berto-Pisani, premier drogman britannique; pour S. Exc. lord Strangford.

« L'ambassadeur, notre ami, ne cesse de dire à la Porte, que les lois de son pays ne permettent pas à la cour de Londres d'empêcher les Anglais d'aider les Grecs rebelles, et de faire la guerre aux musulmans; et qu'elle n'a pas le pouvoir de punir ces actes d'une injustice criante. Si quelqu'un, moins judicieux que notre ami l'ambassadeur, cût avancé une pareille assertion, nous aurions cru que c'eût été pour éprouver jusqu'où pouvait aller notre crédulité. Il est trop absurde de dire qu'un gouvernement, quelle que soit sa forme, quelles que soient les lois de son administration intérieure, n'a pas le pouvoir d'empêcher ses propres sujets de faire la guerre suivant leur bon plaisir, et de violer les traités qui existent entre leur gouvernement et une autre puissance. Les lois intérieures de l'Angleterre ne regardent que les Anglais, et l'on ne peut citer les institutions particulières d'un état pour justifier la mauvaise conduité des sujets d'une puissance envers une autre. Cette conduite doit être réglée d'après le droit public, qui forme les bases de tous les rapports de gouvernement à gouvernement et d'une nation à une autre, et non par les lois particulières ou les contumes d'un pays. Supposons, ce qu'à Dieu ne plaise, qu'une partie des sujets de la Grande-Bretague se révolte contre son Roi, et que ceux d'un autre souverain, qui vit en paix et en bonne amitié avec l'Angleterre, par exemple de la Sublime Porte, envoient ouvertement aux premiers des secours de toute espèce, en munitions de guerre, provisions de bouche, argent; même en officiers qui seraient au service actuel de la Porte, l'Angleterre admettrait-elle, pour excuse d'une telle conduite, l'assurance que la Porte n'a pas le droit ou le pouvoir de surveiller ces actes condamnables de ses sujets, parce que les lois du pays donnent à tout musulman le droit de faire la guerre à tous ceux qui ne professent pas sa religion?

« Si l'on admettait une fois de tels principes, dans quelle situation se trouveraient alors les nations les unes vis à-vis des autres? La paix générale, que l'Angleterre assure avoir si fort à cœur, ne dépendrait plus des traités et des priucipes du droit public ; elle serait entièrement abandonnée aux caprices et aux passions des peuples. On croirait avoir tout fait en conservant les dehors de l'amitié, et chaque gouvernement penserait avoir rempli ses devoirs en disant à son voisin : « Je suis ton ami désintéressé, je « te suis entièrement dévoué; contente-toi de cette assurance; et ne trouve pas « mauvais que je permette à mes sujets « d'aller couper la gorge aux tiens. » Mais l'ambassadeur, notre ami, nous croit-il donc assez dépourvus de sens commun pour pouvoir nous faire accroire que son gouvernement n'a pas le pouvoir d'exercer une juste surveillance sur la conduite de ses sujcts? Le gouvernement anglais avait bien ce pouvoir, et il s'est empressé d'en faire usage lorsqu'il s'agissait d'empêcher des vaisseaux anglais de porter une petite quantité de grains aux pauvres garnisons ottomanes qui mouraient de faim, et qui comptaient du moins sur l'humanité d'un ancien ami. L'existence d'un tel pouvoir était alors suffisamment prouvée, et la mort malheureuse de plusieurs centaines de musulmans ne l'atteste que trop évidemment. Si nous vivons en paix avec l'Angleterre, nous avons assurément le droit d'exiger de la cour de Londres qu'elle ne permette plus à ses sujets de nous faire la guerre. Si le gouvernement improuve la conduite hostile de ses sujets, pourquoi ne leur dit-il pas une fois pour toutes : « La Porte « est notre amie depuis des siècles; nous « n'avons pas à nous en plaindre; il est « donc juste qu'elle n'ait pas non plus a de sujet de plainte coxtre nous; elle a accomplit les traités envers nous; il est a done juste que nous les remplissions

« aussi vis-à-vis d'elle. » Pourquoi le gouvernement anglais ne tient-il pas un pareil langage? pourquoi n'a-t-il jamais adressé an peuple anglais un mot qui eut quelque chose d'amical pour nous. L'ambassadour? notre ami, est mécontent que nous ne fassions pas absolument tout ce qu'il demande de nous. Peut-il raisonnablement s'en étonner? Il nous dit toujours les cho-. ses du monde les plus amicales; mais croit-il que nous ne connaissions pas toute l'étendue du mal que ses compatriotes cherchent à itous faire? Comment concilier ses paroles avec leur conduite? Dans le fait, nous ne comprenons rien à ces contradictions... La Sublime-Porte demande ce qu'elle a droit de demander, et ce que l'Angleterre n'a pas le droit de refuser, savoir : Qu'il soit défendu aux Anglais d'exercer à l'avenir des hostilités contre les musulmans; soit en personne, soit par des envois d'argent et de munitions, comme cela se pratique maintenant d'une manière ouverte; soit enfin en établissant, sous les yeux mêmes du gouvernement ionien, les ateliers de leurs trames contre les intérêts de la Sublime-Porte. Il est clair que le gouvérnement anglais peut empêcher tout cela, s'il le veut, et il est temps de le vouloir.

Note présentée à la Sublime-Porte par S. Exc. M. l'ambassadeur de S. M. britannique, le 10 avril 1824:

« Le soussigné, ambassadeur extraordinaire, ministre plénipotentiaire de S. M. britannique, obeit aux ordres exprès du roi son maître, en invitant le ministère ottoman à prendre en mûre considération les objets suivans:

« Depuis la fatale époque où les relations amicales entre la Sublime-Porte et la cour impériale de Saint-Pétersbourg furent interrompues par le départ de la mission russe de Constantinople, le cabinet de Londres n'a cessé de former des vœux pour le rétablissement de cette bonne intelligence si nécessaire à la tranquillité de l'Europe, si indispensable à la prospérité et à la sûreté de l'empire ottoman.

« Mais l'Angleterre ne s'est pas bornée à former des vœux. Aidée du concours' des grandes puissances, ses amies, qui partagent avec elle l'obligation de veiller sur la paix de l'Europe, sa vigilance la plus constante et la plus laborieuse n'a ext d'autre objet que de couserver intact ce précieux dépôt, en travaillant de toutes ses forces à une réconciliation franche et sincère entre la Turquie et la Russie.

« Les efforts de l'Angleterre pour ce but ont été dûment appréciés par la Sublime-Porte, en même temps qu'ils ont été puissamment secondés par l'empereur de Russie. Les sentimens toujours justes et magnanimes de ce monarque ont rendu possible l'aplanissement d'une série de difficultés qui, sous d'autres auspices, eussent été insurmontables.

« Ensin, des progrès réels ont été faits dans l'œuvre de la conciliation; et la cour de Londres s'acquitte avec une véritable satisfaction du devoir de rendre justice aux dispositions dignes d'éloges

manifestées par le Divan,

« Il est permis d'espérer aujourd'hui que la Sublime-Porte, convaincue du désintéressement des conseils que l'Angleterre n'a pas discontinué de lui offrir, désabusée sur le passé et éclairée sur l'avenir, ne balancera pas d'adopter, dans l'arrangement final de ses différends avec la Russie, l'avis d'un ancien ami et allié qui jamais ne s'est rendu, qui jamais ne consentira à se rendre l'organe d'aucune proposition attentoire aux droits ou aux intérêts, à la dignité ou à l'indépendance de l'empire ottoman.

« Les contestations entre le Divan et la cour de Russie sont de deux espèces : les unes tirent leur origine des questions relatives à la navigation et au commerce, et les autres dérivent des événemens poli-

tiques.

« Les premières ont été heureusement écartées par l'arrangement conclu entre le ministère ottoman et l'ambassadeur britannique en septembre 1823, et certes, la cour de Londres est fort éloignée de supposer que la Sublime - Porte puisse vouloir se soustraire à l'obligation péremptoire de remplir ses, engagemens dans un véritable esprit de cordialité et de bonne foi.

« Aussi, l'empereur de Russie, tou-🕽 jours disposé à tenir compte au divan d'une démarche conciliatoire, toujours disposé à écouter de préférence les principes d'équité dont jamais il ne s'est départi, et toujours animé du même désir de rétablir ses relations amicales avec la la Sublime-Porte sur des bases fortes et solides, n'a-t-il pas hésité d'apprécier les résultats que l'Angleterre et ses alliés se sont empressés de lui annoncer. En en-

voyant immédiatement à Constantinople le consciller d'État actuel Minciaki, avec ordre de se charger des affaires du commerce russe dans le Levant, S. M. I. a fourni au Sultan, au peuple ottoman et à l'Europe entière un nouveau gage de la stabilité des sentimens élevés, sages, pacifiques sur lesquels repose sa politique.

« Si le divan eût fait un seul pas de plus dans la voie de la conciliation; si, au lieu de se contenter d'avoir satisfait la Russie sur une partie seulement de ses justes griefs, il se fût hâté de saisir cette conjoncture favorable pour tarir également la source des contestations de la seconde espèce (celles qui dérivent des evenemens politiques), nul doute qu'il n'aurait obtenu un témoignage bien plus signalé encore de la bienveillance de l'Empereur. Dès lors, S. M. I., au lieu de se borner à l'envoi d'un agent temporairement chargé de la simple gestion des affaires de commerce, ent confié à un ministre formellement accrédité auprès de S. H. la tâche glorieuse de rasseoir sur des fondemens durables l'amitié entre les deux empires. Il était ainsi au pouvoir de la S. P. d'arriver par la plus courte ligne au point duquel ses amis désirent la voir s'approcher, autant que ses ennemis souhaitent de la voir s'en

« Il résulte du parallèle de ce qui a été fait avec ce qui aurait pu être fait, qu'il ne dépend plus que de la volonté du divan d'assurer une pleine réussite aux travaux de la cour de Londres et de ses alliés dans la cause de la paix. Puisse cette volonté être dirigée par la sagesse! puisset-elle aussi devenir à la fois le moyen et le garant d'un succès qui couronnera les vœux de l'Europe entière! Il ne s'agit plus, pour conserver à la Porte et à ses amis le fruit de tant de peines, d'assiduités et de sacrifices, que de l'adoption d'une seule mesure que les traités prescrivent et que les intérêts même de l'empire ottoman réclament; d'une mesure, dont l'utilité, plus ou moins grande, sera déterminée par le plus on le moins de célérité qu'on mettra à l'exécuter; d'une mesure enfin que, dans tous les cas, la Sublime-Porte ne pourra se dispenser d'adopter, si réellement elle est. animée du désir d'arriver à une réconciliation franche et sincère avec son puissant voisin, si réellement elle attache du prix à renouer ses anciennes relations politiques avec la Russie, si, en un mot, elle préfère réellement des avantages cer-

tains à des chances périlleuses.

C'est sur l'adoption de cette mesure que le soussigné a ordre d'insister, et c'est au nom de son auguste cour, au nom de la Russie et de toutes les puissances solidairement intéressées au maintien de la paix qu'il a l'honneur d'inviter maintenant la Sublime-Porte à procéder enfin, et sans de nouveaux délais, à remettre les principautés de Moldavie et de Valachie, sous tous les rapports, dans la même condition où elles étaient antérieurement aux troubles de 1821, en réduisant les tronpes aujourd'hui stationnées dans ces deux provinces (en contravention manifeste aux traités, et en contradiction ouverte aux engagemens officiellement contractés par le ministère ottoman) au même nombre de beschlyf's qui s'y trouvaient autrefois dans des temps tranquilles.

« La demande que le soussigné vient d'énoncer au nom de ses augustes com-

mettans est fondée:

« 1º Sur les droits et obligations de la cour impériale de Russie de la former;

« 2° Sur les droits et obligations de S. M. britannique et des cours alliées de l'annuyer:

-36 Sur la considération des avantages et des suretés que la Sublime-Porte retirerait aussitôt d'une adhésion franche et loyale;

« 4º Sur la considération des inconvéniens majeurs et des périls certains qui seraient les conséquences infaillibles d'un

refus ou d'un délai.

« ro Rien de plus manifeste, de plus notoire, de plus incontestable que les droits de la Russie sur ce point. Les traités parlent, et parlent sans ambiguité. Les articles qui investissent là cour de Saint-Pétersbourg du droit d'une intervention tutélaire en faveur de ces infortunées provinces ne sont pas (et le divan ne l'ignore point) des articles d'une convention récente on des articles dout l'exécution ait été contestée ou suspendue par des dissensions ultérieures; ce sout des stipulations qui datent d'un demi-siècle, sanctionnées, confirmées par trois empereurs ottomans, en dernier lieu maintenant par S. H. le sultan actuellement régnant.

"Le séjour prolongé des troupes turques dans les principautés est une infraction manifeste aux traités subsistans, qu'on essaierait en vain de justifier plus long temps sons le prétexte de la nécessité. Ce scrait également en vain de vouloir nier l'énormité des sacrifices de toutes espèces, en argent ou en corvées, en fourrages, en denrées, en comestibles et en hois, que le maintien de troupes impose aux malheureuses contrées; les tableaux des fournitures effectuées en tous genres portent sur des faits que les autorités locales ne sauraient dérober à la connaissance du public. Des documens authentiques détruisent par des preuves irrécusables les assertious très-hasardées auxquelles elles servent de réponse.

« Il serait tout aussi inutile de soutenir, comme on l'a fait jusqu'ici, que les frais d'entretien causés par la présence des troupes sont supportés par la seule caisse privée des hospodars; car enfin, qui pourrait ne pas savoir que ce sont les Moldaves et les Valaques, inhumainement dépouillés de ce qu'ils recueillent à la sueur de leur front, qui remplissent la caisse privée des hospodars ? Directement ou indirectement, le coup retombe tonjours sur le peuple, qui est spolié, écrasé, annihilé, sous prétexte de le protéger contre des périls évidemment imaginaires. La Sublime-Porte doit être indignement trompée si en effet des vérités aussi tristes et palpables lui sont inconnues.

« Il y a donc de la fatuité de dire que les habitans mêmes désirent la présence des troupes. Le fait est, et le soussigné peut s'en rendre garant, qu'ils béniront le jour de leur départ, puisque la force armée n'épuise pas seulement les provinces, mais que, par sa présence seule, elle détourne encore l'une des principales sources de la prospérité publique. Cette prospérité dépend en grande partie du retour des riches propriétaires que les funestes événemens de 1821 forcerent à s'expatrier. Mais comment espérer que ceux-ci se décident à revenir et à ramener l'aisance parmi leurs concitoyens, tant qu'ils croiront l'armée turque seule dépositaire de toute autorité, taut qu'ils supposeront la volonté absolue d'un gouvernement militaire tenir la place des anciennes lois hasées sur les priviléges de l'Etat, à l'ombre desquelles la propriété était garantie et la liberté individuelle respectée?

« La prolongation du séjour des troupes turques, ouéreuse et fatale aux deux

principautés, est encore, sous tous les rapports, d'une inutilité palpable; car, s'il s'agit de rétablir l'ordre et la trauquillité, ce but doit avoir été atteint au bout de trois années d'occupation, ou bien il ne le sera jamais; et d'ailleurs la quantité de troupes, plus que suffisante pour achever la désolation des campagnes, serait hors de toute proportion s'il dévait être question de l'employer à une opération militaire. C'est ainsi que leur présence ne produit d'autres résultats que de provoquer le mécontentement des habitans, et d'exciter le dé-plaisir de la Russie, et la Sublime-Porte pourrait-elle raisonnablement supposer que, dans le cas où cet esprit de mécontentement d'une part, et ce sentiment de déplaisir de l'autre seraient poussés aux extrémités, les quatre ou cinq mille hommes qui se trouvent dans les pro-, vinces seraient en état d'opposer une résistance quelconque? Il est clair que, comme simple poste d'observation, les troupes turques seraient aussi avantageusement stationnées dans les garnisons le long du Danube.

« Or, la présence des troupes turques, causant la ruine du pays, empêchant le retour des émigrés, et ne produisant absolument aucun résultat utile, il est évident que la cour impériale de Russie a le droit et l'obligation d'élever des réclamations contre un pareil état de choses. Le droit, parce que les traités l'autorisent à intervenir officiellement en faveur des principautés, et à veiller sur le maintien des anciens priviléges. L'obligation, parce qu'elle trahirait ses devoirs, en refusant son intervention à des peuples sur la destinée desquels elle est appelée à exercer une influence protectrice sans empiéter en rien sur les droits de souveraineté de S. H.

C'est donc en vertu de ses droits et de ses obligations que la Russie insiste sur le rétablissement du statu quo antérieur à l'année 1821. Ce n'est pas la une nouvelle demande, c'est la même qui depuis l'origine de ces prolixes négociations, a continuellement été l'objet des représentations pressantes des ministres alliés à Constantinople, et pourtant ceux-ci sont encore à l'entrée de la quatrième année des discussions diplomatiques, au même point où ils se trouvaient au commencement de la première. Ce fait, en soi-même presque inconcevable, le devient bien davan-

tage encore par la contradiction qu'il implique avec la déclaration officielle du ministère ottoman, consignée dans la lettre de S. Exc. le reiss-effendi au secrétaire d'état de S. M. I. de toutes les Russies, en date du 25 février 1823. Il est clairement et explicitement dit dans cette lettre : Que l'évacuation complète des principautes avait déjà eu lieu; non pas que l'armée turque avait été diminuée, mais que l'évacuation complète avait déjà été effectuée. Le soussigné se réfère à cet égard aux propres mots contenus dans la lettre de S. Exc. qu'il croit de son devoir de citer littéralement ciaprès.

Traduction du texte turc.

« Ceux-ci, c'est-à-dire les princes, ont « été envoyés et installés dans les chefs-« lieux de leurs juridictions, et l'évacua-« tion complète des provinces a eu lieu « simultanément, ce qui véritablement « doit être considéré comme une nou-« velle preuve évidente de l'attention de « la Sublime-Porte à remplir ses traités.»

« Qui aurait cru possible que, treize mois après avoir reçu une assurance aussi formelle, les ministres alliés se verraient encore dans la triste nécessité de solliciter cette même évacuation complète qui déjà leur avait été si positivement annoncée! Il suffira sans donte de signaler à un gouvernement aussi scrupuleusement attaché à la fidélité de ses engagemens que la Sublime-Porte, une disparate tellement frappante entre ses paroles et ses actions, pour le déterminer à s'occuper sur-le-champ des moyens les plus efficaces d'y porter remède. Jusqu'à cette heure, la Sublime-Porte se trouve en contradiction avec elle-même; et il doit être sous tous les rapports de sou intérêt, autant que de sa dignité, de sortir le plus tôt possible d'une position aussi fausse que dangereuse.

« 2° Les droits de S. M. Britannique et des cours alliées, d'appuver par tous les moyens en leur pouvoir la juste demande de la Russie, résultent de leur obligation commune à préserver contre toute atteinte cette paix générale dont le maintien est à la fois le premier de leurs devoirs et le premier de leurs vœux. Or, il est notoirement vrai que la paix entre la Russie et la Turquie ne sera assise sur des bases durables, et que par conséquent le danger imminent de voir la tranquillité de l'Europe troubléé.

dans le Levant, ne disparaîtra qu'après que la mission de S. M. I. sera retournée à Constantinople. Mais il est également notoire que le retour d'une mission russe ne peut avoir lieu tant que subsistera l'infraction manifeste de traités, causée par la présence de la force armée turque dans les principautés. C'est donc dans la plénitude du sentiment de leurs droits et de leurs obligations, des besoins de l'Europe et des nécessités de l'empire ottoman, que l'Angleterre et ses alliés demandent maintenant l'évacuation complète et immédiate des deux principautés.

« L'état d'angoisse produit par les vacillations de la politique orientale n'a duré que trop long-temps déjà. Les allies ne sauraient consentir à le prolouger. Il dépend maintenant de la Forte de le faire cesser, et à moins qu'elle ne prétende s'opposer elle seule aux vœux réunis de l'Europe entière, elle se hâtera de terminer radicalement des complications dont aujourd'hui encore il est heureusement en son pouvoir de sortir avec honneur et sûreté. L'empereur de Russie, de son côté, n'a point balancé de faire une première démarche décisive vers le but de la conciliation : la Sublime-Porte est dans l'obligation de faire la seconde, toute l'Europe s'y attend. Un refus de la part du divan fournirait la triste preuve que son désir de conserver la paix n'est nullement aussi sincère que ses amis, et l'Angleterre la première, l'ont constamment présenté. Dans tous les cas, il est essentiel que la Sublime-Porte n'ignore pas que ce point se rattache si intimement au propre bien-être de l'Angleterre et de ses alliés, que jamais ils ne se desisteront d'une demande, de la justice et de la convenance de laquelle ils sont tout pleinement convaincus.

« 3° Il n'est pas à présumer que les avantages et les sûretés que la Sublime-Porte retirerait aussitôt d'une adhésion franche et loyale puissent échapper à la perspicacité d'une réunion d'hommes d'Etat aussi éclairés que ceux qui forment le ministère actuel de S. H.; ils n'ont qu'à les peser dans la balance du sens commun, contre l'utilité chimérique de la présence de quelque milliers d'hommes dans les principautés, et bientôt la vérité l'emportera sur l'erreur. D'ailleurs, à quel progrès la Sublime-Porte peutelle s'attendre dans l'ajustement des pré-

tentions qu'elle-même compte faire vaz loir auprès du cabinet russe, soit pour des objets de commerce, soit pour des questions politiques, tant qu'un ministre de la Russie ne retournera pas dans la capitale ottomane? et quelle utilité pourrait-on se promettre de ce retour, tant, que durera une violation aussi flagrante et injustifiable de ces mêmes traités, dont l'exécution la plus scrupuleuse serait sans aucun doute la première et la plus agréable tâche du nouveau ministre de S. M. I.?

« La Sublime-Porte compterait-elle pour rieu la certitude d'augmenter le nombre et la validité de ses titres, à l'estime et à l'affection de ses amis, dans la même proportion qu'elle détruira les folles chimères de ses enuemis? La Sublime Porte ignore-t-elle l'alarme répandue parmi les insurgés depuis que l'arrivée d'un agent russe est venu ajouter à la probabilité de la conservation de la paix? Ignore-t-elle les efforts du gouvernement grec, les stratagemes auxquels il a eu recours pour empêcher la circulation d'une nouvelle si fatale à ses projets, si destructrice de tout espoir d'accroître les difficultés et les malheurs de l'empire en le plongeant dans une guerre avec la Russie ? Et, si telle a été l'alarme que l'arrivée d'un simple agent russe a donnée aux insurgés, quel effet ne produira pas sur eux la présence d'un représentant de S. M. l'empereur Alexandre dans la capitale du sultan, d'une ministre chargé de la tâche honorable de mettre le sceau à l'œuvre de la réconciliation, et d'imprimer aux nouvelles relations entre les deux cours le double caractère de la cordialité et de la stabilité?

périls certains qui seraient le résultat d'un refus ou d'un délai de la part de Sublime-Porte, sont tous si faciles à apercevoir, et ils ont été tant de fois déjà si franchement indiqués au ministère de S. H., que le soussigné croit pouvoir se dispenser de la pénible obligation de les énumérer derechef.

« Pourtant, il est de son devoir d'appeler plus spécialement l'attention tout entière de la Sublime-Porte sur une de ces conséquences inévitables : s'il s'en acquitte en déclarant maintenant au nom de son auguste cour que, si le divan met du prix à conserver les relations cordiales qui unissent si heureusement

la Grande Bretague et la Turquie; s'il désire s'assurer la continuation des bons offices employés avec tant de zèle et de constance dans sa faveur; si, en un mot, le divan souhaite que le présent lui soit in gage de l'avenir, il n'hésitera pas d'acquiescer à une demande de l'admission de laquelle dépend la nature de ses relations futures, plus ou moins amicales avec l'Angleterre.

« Après avoir ainsi rempli les ordres du Roi son maître, le soussigné a l'honneur d'informer la Sublime-Porte qu'il est autorisé par l'empereur de toutes les Russies à lui faire connaître que l'évacuation totale et immédiate des principautés est actuellement la seule et unique condition de laquelle S. M. I. fait dépendre le rétablissement de ces rapports diplomatiques avec le gouvernement ottoman; que cette condition, de tout temps la première, est aussi la dernière; et que, des l'instant où la Sublime-Porte remplira sur ce point essentiel ce que les traités lui prescrivent, le nouveau ministre de S. M. I. quittera Saint-Pétersbourg pour se rendre à Constantinople, y renouera les relations d'amitié si longtemps interrompues, et prouvera au divan, à l'aide d'une conduite toujours franche et loyale, la disposition du cabinet russe d'ensevelir tous les différends antérieurs dans un profond oubli.

a Cette déclaration, aussi noble que bienveillante, constitue une nouvelle époque dans l'importante négociation qui occupe la sollicitude de l'Europe. Elle réduit la question à ses élémens les plus simples. La Sublime-Porte est officiellement informée maintenant que le rétour d'une mission russe ne dépend plus que d'une seule condition, de la simple condition d'exécuter les traités, en d'autres mots, de la condition de faire ce qui est juste, utile, indispensable.

« Le soussigné invite S. Exc. le reiss éffendi de porter le présent mémoire à la haute connaissance de l'empereur son maître; et telle est la confiance des cabinets réunis de l'Europe dans la sagesse du sultan que tous se plaisent à attendre un résultat entièrement satisfaisant de leurs instantes représentations sur un objet qui concerne les intérêts les plus chers de l'empereur turc.

* Le soussigné a ordre de sou gouvernement de demander une conférence officielle avec les ministres de la S. P., sfin de recevoir la réponse de LL. EExc. aux observations qu'il vient de leur soumettre, aussitôt que celles-ci auront été prises en mûre considération.

« Signé STRANGFORD. »

ESPAGNE.

Documens relatifs aux affaires des provinces espagnoles d'Amérique (déposés sur le bureau des deux chambres du parlement britannique, le 5 mars 1824).

Memorandum sur une conférence entre le prince de Polignac et M. Canning; tenue le 9 octobre 1823.

a Le prince de Polignae ayant annoncé à M. Canning que S. Exc. était prête à entrer avec lui dans une franche explication sur les vœux de son gouvernement relativement à l'affaire de l'Amérique espagnole, en réponse à une communication semblable faite à M. de Polignae par M. Canning au nom du cabinet britannique, M. Canning déclara ce qui suit:

« Le cabinet anglais n'a ni sentimens' déguisés ni réserves mentales sur cet objet. Ses opinions et ses intentions sont en substance les mêmes que celles qu'il a déjà énoncées au gouvernement français, dans la dépêche de M. Canning à sir Charles Stuart, du 31 mars, dépêche que l'ambassadeur a communiquée à M. de Chateaubriand, et qui a depuis été portée' à la connaissance du public.

L'approche d'une crise dans laquelle les affaires de l'Amérique espagnole doivent naturellement occuper l'attention de l'une et de l'autre puissance, fait désirer qu'il n'y ait aucun malentendu entre elles sur un sujet aussi important.

« Le gouvernement anglais pense que toute tentative pour ramener l'Amérique espagnole à son ancien état de soumission à, l'Espagne sera sans aucune chance de succès; que toute négociation à cette fin échouera; et que la continuation ou le renouvellement d'une guerre dans ce même but servira seulement à répandre le sang humain et à infliger de grandes calamités sur les deux parties saus aucun résultat.

« Néanmoins, le gouvernement anglais, non-seulements abstiendra d'élever de son côté aucun obstacle à une tentative de négociation que l'Espagne pourrait juger à propos de faire, mais aidera et soutiendra même une semblable négociation, pourvu qu'elle soit fondée sur une base qui lui paraisse praticable. En tout cas,